

# **Registre des délibérations - décisions**

## **TOME VI**

**SEANCE PUBLIQUE DU:**

**Lundi 26 mars 2012**

Le présent registre contenant 200 pages a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 27/11/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

## Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

### Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Commission de Délégation de Service Public - Désignation des membres

Monsieur LEVITA rapporte :

La gestion de certaines compétences de la Ville de Montpellier est assurée par délégation de service public.

Dans le cadre des procédures relatives aux délégations de service public, le Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit dans son article L 1411-5 la création d'une commission destinée à l'ouverture et à l'analyse des candidatures et des offres.

Cette commission est composée du Maire ou son représentant, président, et de cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein. En outre, le comptable public et le représentant du ministre chargé de la concurrence siègent au sein de la commission avec voix consultatives.

Elle est composée des personnes suivantes :

- Mme le Maire, Présidente de droit de la commission, ou sa représentante, Mme Hélène Qvistgaard, désignée par arrêté municipal.
- 5 membres titulaires et 5 membres suppléants, désignés par le Conseil municipal en son sein.

Mr Stéphane Mella ayant rejoint le groupe majoritaire, et Mme Nathalie Gautier-Médeiros ayant démissionné du Conseil municipal, il est nécessaire de désigner à nouveau les membres de cette Commission.



- **Ont été élus membres de la Commission de Délégation de Service Public :**

Titulaires :

- M. PASSET
- M. DUFOUR
- Mme DANAN
- Mme AUGÉ-CAUMON
- M. MAJDOUL

Suppléants :

- Mme DELAGRANGE
- M. TSITSONIS
- M. SUDRES
- M. DOMERGUE
- M. ROUMEGAS

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme Madame le Maire**

**Hélène MANDELOUX**



**Publiée le : 27/03/2012**



## Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

### Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Commission de contrôle des délégataires de service public Désignation des membres de la commission

Monsieur LEVITA rapporte :

La gestion de certaines compétences de la Ville de Montpellier est assurée par délégation de service public.

Le Conseil municipal doit, ainsi que le prévoit l'article R 2222-3 du C.G.C.T., créer une commission de contrôle des comptes qui lui sont transmis périodiquement par les délégataires de service public.

Les compétences de cette Commission de contrôle sont :

- l'examen des comptes-rendus techniques et financiers (rapports des délégataires) transmis chaque année avant le 1<sup>er</sup> juin à la Collectivité, conformément à l'article L1411-3 du C.G.C.T.,
- un avis sur les rapports des délégataires et sur les comptes-rendus d'analyse fournis par l'administration,
- une audition des services de la Ville ou des délégataires de service public, si nécessaire,
- la demande de réalisation d'études complémentaires par l'administration ou par un organisme indépendant, le cas échéant.

La Commission se réunit au moins une fois par an, dans le cadre de l'instruction des rapports annuels transmis par les délégataires de service public avant leur présentation en séance du Conseil municipal.

Suite à la démission de Mme Nathalie Gautier-Médeiros du Conseil municipal, il est nécessaire de désigner à nouveau les membres de cette Commission.

- **Ont été élus membres de la Commission de contrôle des délégations de service public**

Titulaires :

- M. ARAGON
- M. TSITSONIS
- Mme EL ATMANI
- M. DOMERGUE
- M. VIGUIE

Suppléants :

- Mme MIRAOU
- M. MAILHE
- M. SUDRES
- Mme AUGÉ-CAUMON
- Mme LE VAN

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait ~~confirmé~~, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 27/03/2012**



## Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

### Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Marché de Stationnement Payant sur la Voirie

Monsieur LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité lancer un marché de services permettant de désigner un prestataire chargé de l'entretien et de la maintenance technique ainsi que de la gestion des modes de paiement s'appliquant au stationnement payant sur la voirie.

Pour réaliser ces prestations, il a été publié le 08 décembre 2011, un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 – 3° alinéa et 57 à 59 du code des Marchés Publics, et comportant un lot unique. Les prestations feront l'objet de marchés à bons de commande sans minimum, ni maximum, passés en application de l'article 77 du code des Marchés Publics.

Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourra être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La commission d'Appel d'offres, en date du 06 mars 2012, a décidé d'attribuer le marché à la société désignée ci-dessous présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

Entreprise retenue	Moyenne de la consommation annuelle en Euros H.T.	Estimation du Bordereau de Prix Estimatif en Euros H.T.	Montant du Bordereau de Prix Estimatif Retenu en Euros H.T.
Transports de l'Agglomération de Montpellier 34075 Montpellier	928 000,00	1 150 000,00	958 367,00

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'avis de la commission d'Appel d'offres en date du 06 mars 2012.
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville, Chapitre 928 - Fonction 222 – Nature 611.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer le marché avec la société retenue par la Commission d'Appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 27/03/2012**



## Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

### Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Prestations de services traiteurs Autorisation de signer les marchés

Monsieur LEVITA rapporte :

Une procédure adaptée restreinte a été lancée en vue de prestations de services traiteurs pour la Ville de Montpellier.

Cette procédure n° 1M197 7011 est passée en application de l'articles 30 du Code des marchés publics.

Il s'agit de marchés multi attribution sans minimum ni maximum. Ils suivent les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Les marchés sont conclus pour une période allant de leur notification au 31/12/2012. Ils sont renouvelables trois fois par expresse reconduction pour les années 2013, 2014 et 2015.

Ce sont des marchés à lots répartis sur 4 lots comme suit :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Estimation annuelle</i>
1	Buffets ou Cocktails froids ou chauds	150.000 €
2	Repas chauds	150.000 €
3	Plateaux repas froids ou chauds	40.000 €
4	Pizzas	10.000 €

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres pour les 4 lots sont les suivants :

- Valeur technique : 20 %
- Qualité (dégustation) : 40%
- Prix : 40 %

La commission d'appel d'offres du 06 mars 2012 a attribué ces marchés aux sociétés :

- pour le lot 1, dans l'ordre suivant et selon leur disponibilité, CABIRON 34070 MONTPELLIER, GERMAIN 34090 MONTPELLIER, LA TABLE DE CANA 34070 MONTPELLIER, HUSSER 34070 MONTPELLIER et TRAITEUR DES GARRIGUES 34110 FRONTIGNAN,
- pour le lot 2, dans l'ordre suivant et selon leur disponibilité, CABIRON 34070 MONTPELLIER, GERMAIN 34090 MONTPELLIER, AMIS TRAITEUR 34470 PEROLS et TRAITEUR DES GARRIGUES 34110 FRONTIGNAN,
- pour le lot 3, dans l'ordre suivant et selon leur disponibilité, AMIS TRAITEUR 34470 PEROLS, CABIRON 34070 MONTPELLIER, TRAITEUR DES GARRIGUES 34110 FRONTIGNAN, LA TABLE DE CANA 34070 MONTPELLIER et COCKTAIL & CO 34270 CLARET,
- pour le lot 4, dans l'ordre suivant et selon leur disponibilité, COCKTAIL & CO 34270 CLARET et AMIS TRAITEUR 34470 PEROLS,

Les crédits sont inscrits au budget fonctionnement de la Ville : natures 60623 - 6232 - tous chapitres.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 27/03/2012**

## Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

### Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Journal municipal Montpellier Notre Ville- Autorisation de signer le marché

Monsieur LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite passer un marché en vue d'informer les Montpelliérains sur ses actions et sur les services qui leur sont proposés par l'intermédiaire d'un mensuel dénommé « Montpellier Notre Ville » En conséquence, un appel d'offres a été lancé en application des articles 33 3<sup>al</sup>. 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

Il s'agit d'un marché à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible 3 fois, avec un montant minimum annuel de 460 000 euros H.T. et un montant maximum annuel de 830 000 euros H.T.

Les prestations comportent une tranche unique et sont réparties en 3 lots :

- Lot 1 : direction artistique et mise en pages : 60 000 à 200 000 euros HT.
- Lot 2 : impression, façonnage et livraison : 350 000 à 500 000 euros HT
- Lot 3 : diffusion en boîtes à lettres : 50 000 à 130 000 euros HT

Le 07/02/2012, Monsieur Max Lévit, Adjoint délégué, a procédé à l'ouverture des plis des 09 candidats retenus.

Les offres ont été analysées au regard des critères énoncés dans le règlement de la consultation :

- la qualité de la prestation. Pondération : 60%.
- le prix. Pondération : 40%.

La Commission d'Appel d'Offres, le 06 mars 2012, a retenu les offres des sociétés :

- Etincelle, pour le lot n°1
- Chirripo, pour les lots n°2 et 3,

Ces offres sont économiquement les plus avantageuses, appréciées en fonction des critères ci-dessus énoncés.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer le marché de réalisation du journal mensuel Montpellier Notre Ville avec les sociétés retenues par la Commission d'Appel d'Offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 27/03/2012**



## Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

### Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Réforme de véhicules et matériels

Monsieur LEVITA rapporte :

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

### 1) Réforme de véhicules : service Parc Auto

Suite à l'acquisition des véhicules pour l'exercice 2012, il convient de réformer les véhicules remplacés dont la liste est jointe en annexe. Les prix de vente estimés par le service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES. 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.

### 2) Réforme de matériels informatiques : service Relations Utilisateurs

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2012, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de dépolluer les écrans et de recycler les unités centrales. Pour cela l'association d'insertion sociale et professionnelle des chômeurs bénéficiaires du RSA, Informatique Plus Protection de

l'Environnement, 2 rue Jacques Draparnaud 34 000 MONTPELLIER a été retenue pour un coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

### **3) Réforme de matériels : service Voirie**

Suite à l'état de vétusté des matériels (liste + photos jointes), il convient de les réformer. Ces équipements seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire d'un site internet spécialisé. Les frais seront d'environ 10% sur les matériels effectivement vendus.

### **4) Réforme de matériels : service Eclairage Public**

Suite à l'état de vétusté des matériels (liste + photos jointes), il convient de les réformer. Ces équipements seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire d'un site internet spécialisé. Les frais seront d'environ 10% sur les matériels effectivement vendus.

### **5) Réforme de matériels : service des Sports**

Suite à l'état de vétusté des matériels (liste jointe), il convient de les réformer. Ces équipements seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire d'un site internet spécialisé. Les frais seront d'environ 10% sur les matériels effectivement vendus.

### **6) Réforme de mobiliers, fax et matériels : service Achats et Production Graphique**

Suite au déménagement des services au nouvel hôtel de Ville, il convient de réformer les mobiliers récupérés ci-dessous par l'entreprise titulaire du lot n° 4 consistant à vider les locaux municipaux des biens meubles. Marché n° 1H09 - lot n° 4 - groupement RIVES DICOSTANZO / TRANSMANUEDEM / RDI.

Assises diverses	2191
Armoires et modules bas	704
Rangements divers	322
Postes de travail simples	517
Postes de travail multiples	7
Postes de direction	23
Caissons mobiles et hauteur bureau	225
Ensemble salle de réunion	6
Ensembles salon et accueil	6
Tables diverses	328
Accessoires divers	397

Suite à l'état de vétusté des fax et matériels (liste jointe), il convient de les réformer. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de les dépolluer et de les recycler. Pour cela l'association d'insertion sociale et professionnelle des chômeurs bénéficiaires du RSA, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 2 rue Jacques Draparnaud 34 000 MONTPELLIER a été retenue pour un coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ces matériels à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement. Ces équipements destinés à la ferraille seront mis en déchetterie.

**En conséquence, il est demandé au conseil Municipal :**

- de déclarer réformés, ces matériels et ceux qui sont sur les listes jointes en annexe,
- d'autoriser la vente des véhicules réformés du service Parc Auto aux enchères,
- d'autoriser la mise à disposition gracieuse du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement,
- d'autoriser la mise en vente aux enchères par l'intermédiaire d'un site internet des matériels des services Voirie, Eclairage Public et Sports,
- d'autoriser le recyclage de matériels, leur mise en déchetterie,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint(e) délégué(e), à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 27/03/2012**



## REFORME VEHICULES ET MATERIELS service PARC AUTO

Véhicule								Estimation valeur résiduelle (€)
N° Parc	Immatriculation	Type	Marque	Modèle	Date MEC	Kilométrage	Commentaire	
132	582YX34	scooter	Peugeot	Vivacity 100	24/03/2000	31 500		150
135	734ZG34	scooter	Peugeot	Vivacity 100	05/03/2001	23 600	Epave	0
160	BS632A	scooter	Peugeot	Vivacity 50	14/04/2003	17 000	Moteur hs	0
310	5224ZG34	berline	Peugeot	106	23/03/2001	135 500	Moteur HS + choc av	0
311	5225ZG34	berline	Peugeot	106	23/03/2001	58 500	Epave	0
393	63AXY34	berline	Renault	Twingo gpl	27/04/2007	22 000	Epave	0
504	4882YG34	berline	Peugeot	106	24/09/1998	82 800		500
506	647AHG34	berline	Renault	Laguna	19/05/2004	72 000		2 500
525	9074YT34	berline	Peugeot	106	28/12/1999	92 500	Epave	0
531	662AKL34	berline	Renault	Scenic	05/11/2004	97 000		3 500
534	7246XY34	berline	Citroën	Ax	04/09/1997	74 000	Epave	0
677	8211XZ34	fourgonnette	Peugeot	Partner	27/10/1997	179 000		300
684	2583XZ34	fourgonnette	Peugeot	Partner	30/09/1997	167 000	Moteur HS	150
702	2658YS34	fourgonnette	Citroën	Berlingo	28/10/1999	98 500	Vétuste	200
9010	2041736	Elévateur	Desta		01/01/1986	/		1 000

Matériel						Estimation valeur résiduelle (€)
Numéro de série	Type	Marque	Modèle	Date	Commentaire	
1788	Equilibreuse	RAV	G120I	1998	Hors service	0

22/02/2012

1004

# REFORME ECRANS

N° de série	Désignation	Référence	Constructeur
84767A0T6Q87	D828L		Dell Computer Corporation
HDBW503767	76E	AN17LT7L/EDC	SAMTRON
HDBW503887	76E		SAMTRON
HJETA11547	76E	AN17LT7L/EDC	SAMTRON
AN17HJGTA10042A	76E		SAMTRON
HJGTA10041	76E		SAMTRON
AN17HMBW908933	76E	AN17LT7L/EDC	SAMTRON
HDBW403434	76E	AN17LT7L/EDC	SAMTRON
HDBW405422	76E		SAMTRON
H2RW100624	SyncMaster 1		SAMSUNG
AN17HJETA10777L	76E	AN17LT7L/EDC	SAMSUNG
HJGTA10009	76E	AN17LT7L/EDC	SAMTRON
HJGTA09977	76E		SAMTRON
HDBW504070	76E		SAMTRON
HDBW504087	76E		SAMTRON
HDBW503759	76E		SAMTRON
HDBW503753	76E		SAMTRON
HDBW503928	76E		SAMTRON
PN17HJETA02644	76E		SAMTRON
93CUR18UB1HP	E771p		Dell Computer Corporation
AN17BW402693D	76E	AN17LT7L/EDC	SAMTRON
22795C1CRX39	D828FI		Dell Computer Corporation
HMBX105493H	76E	AN17LT7L/EDC	SAMTRON
HJFT905232	76E		SAMTRON
8204T0B1A17Y	M570		DELL
HDBW503910	76E		SAMTRON
CN-0Y4417-64180-52H-5VHL	E173FP		Dell Computer Corporation
CN-0Y4417-64180-48B-0Z6S	E173FP		DELL
641806653DFL	Dell E177FP		DELL
6418066532CL	Dell E177FP		DELL
93CUR1AIB0J5	E771p		Dell Computer Corporation
C2-0HF732-70522-6A7-0E1L	2007WFP		Dell Computer Corporation
FP181754ALCK	1708FP		DELL
93CUR1AHB07U	E771p		Dell Computer Corporation
93CUR1AHB0GD	E771p		Dell Computer Corporation
71618754ALA1	1708FP		DELL
CN08681T1NBS	Dell E178FP		DELL
HSDW800235	SyncMaster 1		SAMSUNG
HDBW405199	76E		SAMTRON
93CUR17KB18E	E771p		Dell Computer Corporation
HDBW405216	76E		SAMTRON
7373187H478L	E178FP		Dell Computer Corporation
0WDSEE9401186	HYUNDAY		HYUNDAY

17/02/2012

REFORME IMPRIMANTES		
LEXMARK	E350-E352	620B985
LEXMARK	E350-E352	620K3FC
LEXMARK	E350-E352	620K6FF
LEXMARK	E350-E352	6209PDN
LEXMARK	E350-E352	6209MHD
LEXMARK	E350-E352	6209MLW
LEXMARK	E350-E352	620B98F
LEXMARK	E350-E352	62087DR
LEXMARK	E350-E352	620L45B
LEXMARK	E350-E352	621MP3N
LEXMARK	E350-E352	62087LG
LEXMARK	E350-E352	62087NL
LEXMARK	E350-E352	620B96C
LEXMARK	E350-E352	6209H3W
LEXMARK	E350-E352	620B96W
Xerox	Phaser 3150	VDY884434
Xerox	Phaser 3150	VDY899219
Xerox	Phaser 3150	VDY898932
Xerox	Phaser 3150	VDY899215
Xerox	Phaser 3150	VDY898427
Xerox	Phaser 3150	VDY964034
Xerox	Phaser 3150	VDY899220
Xerox	Phaser 3150	VDY898913
Xerox	Phaser 3150	VDY898912
Xerox	<b>6300</b>	WHK562317
Xerox	<b>6300</b>	WHK562332

REFORME IMPRIMANTES		
Xerox	<b>6300</b>	WHK562340
Xerox	<b>6300</b>	WHK562396
Xerox	<b>6300</b>	WKH562331
Xerox	<b>6360</b>	DCA 161449
Xerox	<b>6360</b>	DCA132498
Xerox	<b>6360</b>	DCA132499
Xerox	<b>6360</b>	DCA132559
Xerox	<b>6360</b>	DCA132562
Xerox	<b>6360</b>	DCA161430
Xerox	<b>6360</b>	DCA161445
Xerox	<b>6360</b>	DCA161450
Xerox	<b>6360</b>	DCA161454
Xerox	<b>6360</b>	DCA161668
Xerox	<b>6360</b>	DCA161695
Xerox	<b>6360</b>	DCA161997
Xerox	<b>6360</b>	DCA162024
Xerox	<b>6360</b>	DCA161658
Xerox	<b>6360</b>	DCA132496
Xerox	<b>6360</b>	DCA161671
Xerox	<b>6360</b>	DCA132564
Xerox	<b>6360</b>	DCA161672
Xerox	<b>7400</b>	WNC 757644
Xerox	<b>7400</b>	WNC 762018
Xerox	<b>7400</b>	WNC757785
Xerox	<b>7400</b>	WNC763388
Xerox	<b>7400</b>	WNC 757704
Xerox	<b>7400</b>	WNC310619
Xerox	<b>7400</b>	WNC 757704
Xerox	<b>7400</b>	WNC310619

17/02/2012

# REFORME UNITES CENTRALES

N° de série	Désignation	Constructeur
R8XE187	LENOVO Portable Thinkpad	IBM
FLD8Y2J	OptiPlex 745	Dell Computer Corporation
8QPSS2J	OptiPlex 745	Dell Computer Corporation
58B9R2J	OptiPlex 745	Dell Computer Corporation
28B9R2J	OptiPlex 745	Dell Computer Corporation
4FTDH3J	OptiPlex 755	Dell Computer Corporation
J981L1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
9881L1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
D481L1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
H481L1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
1481L1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
1B81L1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
DJ21L1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
DRXLH1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
CPXLH1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
G20DN1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
J781L1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
5PXLH1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
77MRW1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
5781L1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
CK21L1J	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation
9LC3K2J	OptiPlex GX520	Dell Computer Corporation
CBX3K2J	OptiPlex GX520	Dell Computer Corporation
5NPHG2J	OptiPlex GX520	Dell Computer Corporation
2PC3K2J	OptiPlex GX520	Dell Computer Corporation
7NC3K2J	OptiPlex GX520	Dell Computer Corporation
FNPHG2J	OptiPlex GX520	Dell Computer Corporation
6RPHG2J	OptiPlex GX520	Dell Computer Corporation
GFX3K2J	OptiPlex GX520	Dell Computer Corporation
6LC3K2J	OptiPlex GX520	Dell Computer Corporation
2BX3K2J	OptiPlex GX520	Dell Computer Corporation
FLC3K2J	OptiPlex GX520	Dell Computer Corporation
D5XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
H5XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
C8XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
1J8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
36XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
6G8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
F8XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
1G8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
17XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
BJ8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
G8XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
57XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
J6XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
15XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
8G8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
HV8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Computer Corporation
BCN202J	Precision WorkStation 380	Dell Computer Corporation
4DLXB3J	Precision WorkStation 390	Dell Computer Corporation
6DLXB3J	Precision WorkStation 390	Dell Computer Corporation

17/02/2012

1017

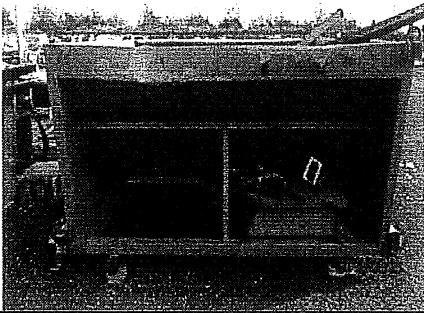
REFORME MATERIELS service VOIRIE au 10 02 2012

Désignation	TYPE	puissance	n° DE SERIE	Année	état	estimation
moteur Robin	Latéral	3,8cv	nc	nc	vétuste	10 €
rainureuse	fr 200	3,8cv	nc	1989	moyen	50 €
remorque	porte cylindre	x	pas de plaque d'identification	1988	moyen	50 €
20 vérin mécanique PERI	extensible 2 mètres réf 022003	x	x	1996	bon	300 €
saleuse acometis N° 1	portée 2m3	x	nc	1988	moyen	100 €
saleuse acometis N° 2	portée 2m3	x	nc	1988	moyen	100 €
saleuse acometis N° 3	portée 1m3	x	nc	1988	moyen	50 €
saleuse acometis	tractée	x	nc	1989	b	50 €
dame de compactage	e y 20	5,5	05c0303177	1990	vétuste	50 €
rainureuse smg	manuelle	6,5	251036	1990	moyen	80 €

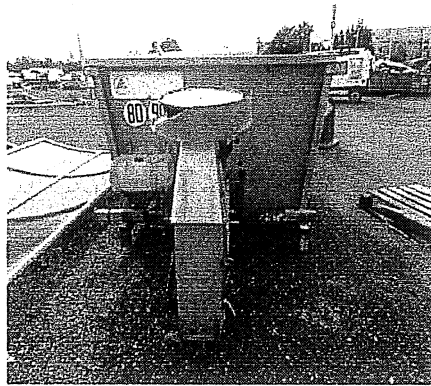


REFORME Matériels Voirie 2012

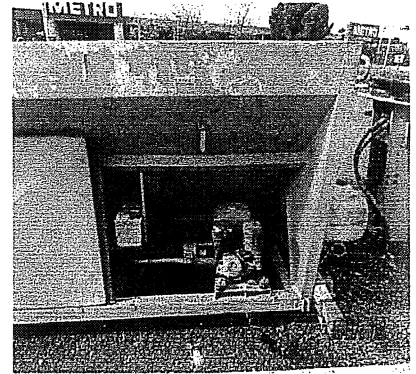
Saleuse



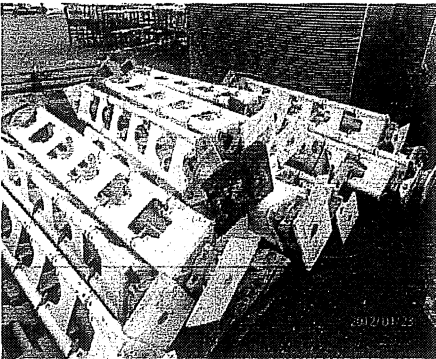
Saleuse



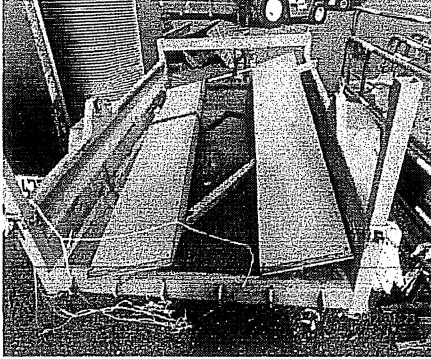
Saleuse



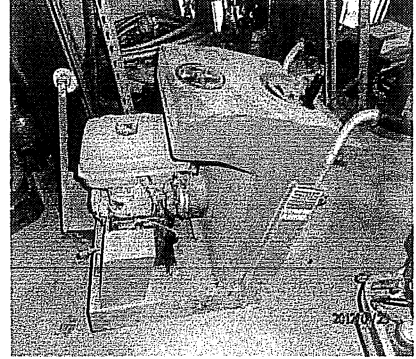
Vérins



Remorque



Disqueuse enrobée



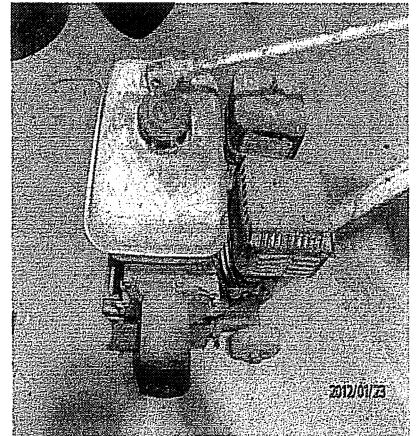
Matériel hydraulique vieille lame déneigement



Machine à raboter les enrobés et passage piétons



Machine à raboter les enrobés



Saleuse

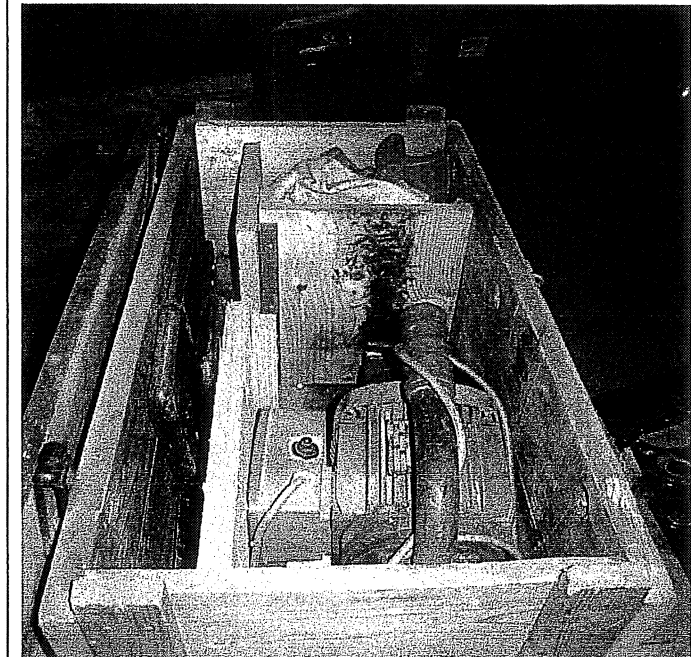


REFORME MATERIELS service ECLAIRAGE PUBLIC au 10 02 2012

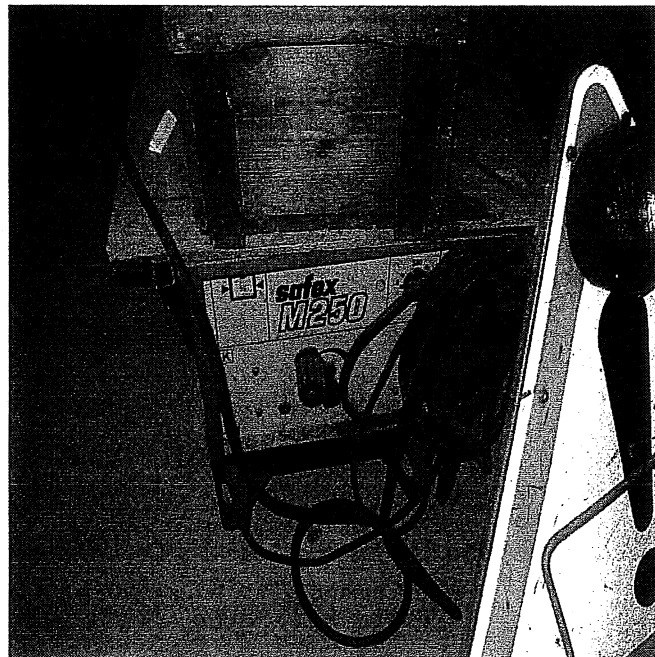
Désignation	TYPE	puissance	n° DE SERIE	Année	état	estimation
Poste à souder	m 250 220 380 volts	x	79336	1992	moyen	50 €
Cintreuse virax	2408/1	moteur 0,75cv	nc	1987	moyen	150 €

## REFORME matériels Eclairage Public 2012

Cintreuse



Poste à souder



REFORME MATERIELS service des SPORTS au 10 02 2012

Désignation	TYPE	puissance	n° DE SERIE	Année	état	estimation
bras épareuse rousseau	M 35		153038		moyen	150 €
bras amovible pour tracteur	bras avec godets pour trois points MARQUE COCHET		77712C208088		hs	100 €
aspirateur de feuilles	88acp14 n 27	moteur kawa kf 150	KF 1509011952	nc	vétuste	50 €
machine à pneus	MONDOLFO Ferro A99		1007A	mars-88		0 €

REFORME FAX et MATERIELS service SAPG
---------------------------------------

désignation	marque	modèle	numéro de série
fax	Panasonic	UF-490	LDP1A000009
fax	Panasonic	UF-580	JPC36800096
fax	Panasonic	UF-5100	IFP4JD00095
fax	Panasonic	UF-7100	HHE47H00015
fax	Panasonic	UF-580	DCP36800301
fax	Panasonic	KX-FL-501	1CCFA001677
fax	Panasonic	UF-7100	HFR47H00054
décodeur	SAGEM	décodeur numérique	21633800-1
four micro-ondes	BRANDT	S2600WF1	44946359
mise sous pli	Néopost	SI 68	-

17/02/2012

## Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

### Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Voeu relatif à la défense de la langue occitane

Monsieur LEVITA rapporte :

La diversité linguistique et culturelle dans le monde est un enjeu majeur pour les années à venir. En France, les langues régionales et en particulier l'occitan font partie des langues classées « en danger sérieux d'extinction » selon l'UNESCO. Ceci doit appeler une politique volontariste de sauvegarde et de développement de la langue et de la culture occitanes et des actions significatives conduites en partenariat avec les différentes collectivités territoriales et l'État, qui a une responsabilité particulière sur cette question. En effet, la France a ratifié la « Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles » ainsi que la « Convention sur la sauvegarde du patrimoine immatériel de l'humanité ». De plus, la loi constitutionnelle du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la Ve République a introduit dans la Constitution un article 75-1 qui indique que « les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France ». Par ailleurs, la présence de cet article au sein du titre consacré aux collectivités territoriales donne toute sa légitimité à celles-ci, pour conduire des actions de promotion et de développement des langues régionales en lien avec l'État.

Pour la Ville de Montpellier, l'occitan constitue un élément fondamental qui participe de l'identité et de la personnalité de notre territoire, non seulement comme partie intégrante du patrimoine régional, national et mondial, mais également comme contributeur à l'identification du territoire, au renforcement du lien social et à l'ouverture interrégionale, en particulier en direction des autres régions occitanes et des régions sud pyrénéennes.

C'est pour ces raisons que la Ville de Montpellier conduit depuis de nombreuses années une action volontariste dans les domaines de la réussite éducative, de la culture et du patrimoine, et de la vie associative. XX

Fort de ces engagements, la Ville de Montpellier s'associe à l'appel « Anem Oc ! per la lenga occitana » et participera à la manifestation du 31 mars 2012 à Toulouse.

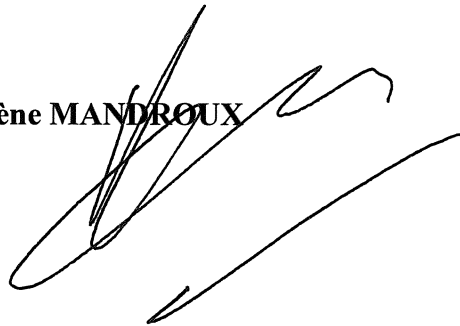
De plus, la Ville de Montpellier demande à l'État une loi de protection et de promotion des langues et cultures régionales de France, ainsi que les adaptations juridiques nécessaires, pour marquer leur reconnaissance et leur prise en compte dans la société d'aujourd'hui.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 27/03/2012**

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom, positioned to the right of the printed name.

**Décisions prises par Madame le Maire  
depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal.**

**Communication**

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du  
Code Général des Collectivités Territoriales :**

**En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.**

**Numéro de Synthèse de la décision  
la décision**

- 2011/0525 D'organiser une formation pour les agents de la Mairie de Montpellier afin de former un groupe de cohésion de 18 personnes, acquérir les outils et la méthodologie de l'animation pour accompagner le changement, faciliter la conduite d'un projet.
- 2012/0012 De conclure une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Jardins de la Lironde (L. 311-4 CU) de la SCI La Feuillade, à hauteur de 720 000 €.
- 2012/0014 De conclure un marché avec le Haut Comité Français pour la Défense Civile en vue d'une formation nationale et diplômante "Résilience et Sécurité Sociétales 2012" pour un montant de 8000 € HT.
- 2012/0015 De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et Hérault Télécom pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans
- 2012/0016 De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et SFR pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans
- 2012/0017 De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et SFR pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans
- 2012/0019 De confier les prestations de maintenance et d'entretien des onduleurs pour maintenir en état les onduleurs de l'Hôtel de Ville de Montpellier et faire face aux interventions urgentes non programmées liées à des pannes à l'entreprise SOCOMEC pour un montant de 22000 € HT par an.
- 2012/0025 De conclure avec le GAEC "La Rosée" pour une durée de 2 ans, à compter du 1er janvier 2012, une convention d'occupation précaire et révocable pour 12 parcelles à vocation agricole situées aux lieux dits "Font de la Blanquière", "La Cavallade" et rue de la Méjanelle.
- 2012/0028 De signer une convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la mise à disposition de locaux à la base de canoë kayak de La Valette, à titre gratuit, mais avec un partage des coûts dûment justifiés, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2012 .
- 2012/0032 De signer avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention de partage des coûts d'électricité, en raison de l'absence de réseaux séparés entre le Centre Nautique Neptune (propriété de la Communauté d'Agglomération) et les terrains de tennis adjacents (propriété de la Ville), pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2012.
- 2012/0033 De signer avec la Communauté d'Agglomération la convention de partage des coûts d'électricité et de chauffage entre le complexe sportif Léon Cazals (propriété de la Ville) et la piscine Nakache (propriété de la Communauté d'Agglomération) pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2012.



- 2012/0037 D'attribuer le marché de «Maintenance des Equipements Informatiques des Ecoles et des Maisons pour Tous» à la société ORDISYS pour le Lot 1 pour un montant annuel estimé de 1 500 € HT, et à la société MEDIATISSE pour le Lot 2 pour un montant annuel estimé de 3 000 € HT, pour une durée d'un an reconductible trois fois.
- 2012/0038 D'attribuer un MAPA pour des travaux d'aménagement du carrefour Nobel / Einstein aux entreprises : COLAS MIDI MEDITERRANEE pour un montant de 109 464,37 € HT pour le lot 1 voirie, SOTEM pour un montant de 38 729,58 € HT pour le lot 2 régulation trafic.
- 2012/0039 De conclure avec ACM Office Public de l'Aménagement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, un contrat de location d'une durée de 1 an renouvelable à compter du 1er janvier 2012, pour un local de 143 m² situé, 92 place Fourier à Montpellier.
- 2012/0040 Dans le cadre du programme d'expositions au Pavillon Populaire, de conclure une convention de commissariat d'exposition pour l'année 2012, pour un montant de 20 000 € d'honoraires et 17 000 € maximum de frais de déplacement, hébergement et restauration
- 2012/0041 D'acquérir une carte d'abonnement AIR FRANCE pour Monsieur le Directeur adjoint du Cabinet, pour la période 2012-2013
- 2012/0042 D'acquérir une carte d'abonnement AIR FRANCE pour monsieur le Chef de Cabinet Adjoint, pour la période 2012-2013
- 2012/0043 D'acquérir une carte d'abonnement AIR FRANCE pour Monsieur le Directeur du Cabinet, pour la période 2012-2013
- 2012/0044 Dans la perspective de location de salles à la Maison de la Démocratie, de créer une régie de recettes.
- 2012/0045 D'attribuer le marché "achat de médicaments et matériels vétérinaires pour les animaux du Parc zoologique" à la Pharmacie Chatelets Richemont pour un montant total de commandes compris entre 20 000 € HT et 85 000 € HT à compter de la date de sa notification jusqu'au 31/12/2014
- 2012/0046 D'attribuer le marché de «Maintenance et prestations logiciel Tivoli Storage Manager» à la société ADDONMAIL pour un montant annuel de maintenance de 5 445,98 € HT et un montant maximum de prestations de 9 000 € HT pour une durée d'un an.
- 2012/0047 De conclure avec la Société EFFIA Stationnement, pour une durée de 71 mois et cinq jours à compter du 27 janvier 2012, une convention de location pour des locaux implantés sur un terrain de 6970 m², situés 1945 route de Toulouse et destinés à la gestion de la Fourrière automobile de la Ville de Montpellier.
- 2012/0048 De passer un avenant au marché de contrôle technique dans le cadre de la construction du groupe scolaire Ludwig Van Beethoven (Les Grisettes) quartier Croix d'Argent à l'entreprise Bureau Véritas pour une nouvelle décomposition de prix sans changement du montant initial de 37 940,00 € HT.
- 2012/0050 De confier à la société "Guelle & Fuchs" la mise à jour du modèle 3D urbain par stéréorestitution, pour un montant de 19200 € HT
- 2012/0051 De conclure un avenant au MAPA 1M134 pour la mission de coordination SSI, entreprise SSICOOR, de la construction du groupe scolaire Van Beethoven en vue de modifier le phasage et du planning de livraison. Le montant est inchangé.
- 2012/0052 D'attribuer le marché à l'entreprise AMNYOS, pour une mission d'étude de faisabilité d'un projet de Cité des Métiers à Montpellier pour un montant de 45 900 € H.T
- 2012/0053 De conclure un contrat de co-accueil avec la Compagnie Uni'Sons et l'association Montpellier Danse dans le cadre de représentations au Théâtre Jean Vilar, saison 2011-2012.
- 2012/0054 D'attribuer un marché d'étude à l'agence Garcia-Diaz associée à Projectec Environnement, pour un montant de 6 450 € HT, en vue de l'actualisation du projet d'aménagement du Pôle Balard, dans le cadre de l'opération Campus (Etude des aménagements hydrauliques + chiffrage).
- 2012/0055 Dans le cadre du marché conclu entre la Ville de Montpellier et la société AIVS pour assurer les missions de relogement d'urgence et de recouvrement des loyers afférents à ce dispositif, la procédure de recouvrement par émission de titres de recettes apparaît plus appropriée que par le biais de la régie; il convient donc de clôturer la régie de recettes.

- 2012/0056 De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ Société URBAIN NET (SARL).
- 2012/0057 De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ Société URBAIN NET (SARL).
- 2012/0058 D'attribuer un marché à procédure adaptée : Acquisition d'un logiciel de gestion des subventions versées aux associations et partenaires de la Ville à la société ATEXO pour un montant de 81 545 € H.T.
- 2012/0059 De mettre en place un fonds de caisse, considérant que les régies de la Direction de la Culture et du Patrimoine doivent encaisser des recettes issues de la vente de catalogues, cartes postales, affiches, et objets coédités par la Ville de Montpellier.
- 2012/0060 De conclure un contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle avec la compagnie Asterios pour une lecture de Brigitte Fontaine, pour un montant de 6500.00 € HT, dans le cadre de la programmation du Théâtre Jean Vilar, saison 2011-2012.
- 2012/0061 D'exercer le droit de préemption sur la propriété BONNARIC située 8 rue du Fbg de la Saunerie, cadastrée section HW 219, pour un montant de 236.000 €.
- 2012/0062 D'attribuer le marché de «Développement de modules pour la solution Petite Enfance» à la société BULL Amesys Conseil pour un montant minimum de 20 000 € HT et un montant maximum de 80 000 € HT pour une durée d'un an.
- 2012/0063 De conclure un avenant en vue d'augmenter le montant du contrat afin de fournir à la société ANAMNESIA, membre du groupement, les moyens d'intégrer dans le film de présentation de la Cité du Corps Humain, l'enregistrement de la voix off française et le sous titrage anglais, non prévu dans le contrat initial. Il a également pour objet d'augmenter de deux mois la durée d'exécution du marché afin de permettre au groupement d'intégrer l'évolution de la commande décidée par la maîtrise d'ouvrage.
- 2012/0064 De défendre ses intérêts par l'intermédiaire d'AREAS cabinet PNAS dans l'affaire Ville c/ Mme PUJALTE.
- 2012/0065 D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant la mise en oeuvre technique d'une manifestation culturelle dans l'espace public (ZAT Celleneuve 2012), pour un montant maximum de 190 000 € HT.
- 2012/0066 De conclure des conventions d'interventions artistiques pour interventions en milieu scolaire avec les compagnies L'Insolente, Théâtre Hirsute et U Structure Nouvelle, pour des montants respectifs de 960 €, 1248 € et 1284.28 € HT dans le cadre de la programmation du Théâtre Jean Vilar.
- 2012/0067 D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI DE LA GOULE située 48 rue de l'Université, cadastrée section HP 455 et 458, pour un montant de 330 000 €.
- 2012/0068 D'attribuer les marchés "achat de matériels spécifiques pour les archives de la Ville" aux sociétés :  
 - SA Michel CAUCHARD, lot 1, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 5 000 € HT  
 - SPECICLASS, lot 2, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 3 000 € HT  
 - ATLANTIS, lot 3, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 7 000 € HT  
 pour une durée de deux ans à compter de leur notification
- 2012/0069 D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant une insertion presse pour la Campagne Brigade Propreté à la société Midimédia pour un montant de 8 808.90 € TTC
- 2012/0070 D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant une étude de satisfaction à propos de son journal "Tip-Top" à destination des jeunes de 14 à 29 ans à la société Marketing Méditerranée pour un montant maximum de 13 984 €.
- 2012/0071 D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant l'insertion presse de la campagne réalisée suite à la parution des sites à visiter en 2012 par le New York times au Nouvel Observateur pour un montant de 6000 € HT.
- 2012/0072 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée, en vue de la campagne d'affichage, suite à la désignation de la Ville de Montpellier comme site touristique à visiter en 2012, à la société Devisu pour un montant de 5 100 € HT.

- 2012/0074 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée, concernant l'insertion dans la presse écrite de la campagne réalisée suite à la parution des sites à visiter en 2012 par le New York Times, à Largadère pour un montant de 22 969.18 € TTC, à Midimédia pour un montant de 11 784.21 € TTC, à Airport Communication pour un montant de 7 911.54 € TTC et au Petit Futé pour un montant de 5 283 € TTC.
- 2012/0075 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée, en vue de la campagne d'affichage, suite à la désignation de la Ville de Montpellier comme site touristique à visiter en 2012, à la société Médiaffiche, pour un montant de 7560 € HT.
- 2012/0076 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée, concernant des impressions numériques, à la société MédiaFab, pour un montant minimum de 358.80 HT et un montant maximum de 500 HT.
- 2012/0077 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée en vue de la location d'une salle pour un séminaire de travail pour 8 personnes le 22 février 2012, au Café Joseph pour un montant de 600€ TTC.
- 2012/0078 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée à la SARL Alibitivi-Prod pour un montant de 3 972 HT en vue de la retransmission sur Internet et Smartphone d'une séance du Conseil Municipal.
- 2012/0079 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée en vue la réalisation d'un plan de synthèse des réseaux et déviations sur le parc relais tramway existant du quartier de la Mosson, au bureau d'études EGIS France pour un montant de 4 000 € HT.
- 2012/0080 D'engager des frais de géomètres dans le cadre des acquisitions foncières :  
 - 239.20 € TTC au profit du Cabinet Bottraud pour la réalisation du document d'arpentage boulevard de la Perruque,  
 - 299 € TTC au profit du Cabinet Siragusa pour la réalisation du document d'arpentage rue du Marché Gare,  
 - 299 € TTC au profit du Cabinet Siragusa pour la réalisation du document d'arpentage rue Henri Sellier.
- 2012/0081 D'accepter l'indemnité de sinistre d'un montant de 67 728,00 € suite au sinistre incendie du stade Claude BEAL.
- 2012/0082 D'exercer le droit de préemption sur la cession du bail commercial propriété de la Société ORTHOPEDIE RICHTER située 6 rue du Faubourg du Courreau cadastrée section BX 450, pour un montant de 30.000 €.
- 2012/0083 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée en vue de la réservation d'un nom de domaine sur Internet ([www.demainserameilleur.fr](http://www.demainserameilleur.fr)) au Groupe MIT pour un montant minimum de 1 255.80 € TTC.
- 2012/0084 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée au journal New York Times en vue de l'insertion de la campagne réalisée suite à la parution des sites à visiter en 2012 par le New York times, pour un montant de 5 582.83 € TTC.
- 2012/0087 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée à la société SCOP Energies Alternatives en vue de la traduction des fiches biographiques et descriptives pour le projet "Architecture à Montpellier" pour un montant de 465 € HT.
- 2012/0088 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée à la société Eyes Up en vue de réaliser une impression sur toile lycra pour le Marathon 2012.
- 2012/0090 Attribution d'un marché de mission de diagnostic sur des bâtiments de type GEEP: étude de faisabilité et de stabilité des structures, détermination des coûts pour les écoles élémentaires Boulloche et Daubié, à la société GINGER CEBTP pour un montant de 59 899€ HT.
- 2012/0092 D'attribuer le marché concernant la mise en place d'un plan de lutte contre les nuisibles dans les établissements scolaires et la cuisine centrale à l'entreprise ISS HYGIENE ET PREVENTION pour un montant annuel de 19 755,00 € HT, renouvelable 2 fois.
- 2012/0093 D'attribuer le marché de service "Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'oeuvre acoustique - le Rockstore" au bureau d'étude GAMBIA pour un montant de 17 870 € H.T.
- 2012/0094 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée à La Gazette pour un montant de 4 640.48 € TTC , en vue d'effectuer une insertion presse pour la Manifestation ZAT 4.

- 2012/0095 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée à la société PRODWARE ID en vue de renouveler l'assistance téléphonique Autocad pour un montant de 180 € H.T..
- 2012/0096 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée au journal « 20 Minutes » pour un montant de 1 416.06 € TTC et à La Gazette pour un montant de 2 320.24 € TTC, en vue d'effectuer une insertion presse pour la Campagne Journée de la Femme.
- 2012/0097 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée à Midimédia pour un montant de 5 492.03 € TTC, en vue d'effectuer une insertion presse pour la Manifestation ZAT 4.
- 2012/0098 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée à « 20 Minutes » pour un montant de 4 248.19 € TTC, en vue d'effectuer une insertion presse pour la Campagne Brigade Propreté.
- 2012/0101 D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée concernant la mission de contrôle technique lors de la conception et la réalisation du groupe scolaire Chengdu à l'entreprise Qualiconsult pour un montant de 33 910,00 € HT.
- 2012/0102 D'attribuer le marché de «Réalisation de mobilier support d'écran interactif» à la société SUD SIDE pour un montant de 3 800 € HT.
- 2012/0103 De confier le marché "Marché de service pour l'entretien du vignoble du Mas Nouguier", à l'entreprise EURL ETA Negre pour un montant mini de 30 000 € HT et maxi de 70 000 €.
- 2012/0104 De faire une exposition sur l'homoparentalité en partenariat avec l'association agpl (association des parents gays et lesbiens).
- 2012/0106 Pour assurer un bon fonctionnement de la régie centrale et de ses sous-régies, il convient de scinder la régie d'avances de la régie de recettes des ALSH, et de ce fait, il convient de clôturer la régie d'avances et de recettes pour créer deux régies indépendantes.
- 2012/0107 Considérant que les centres de loisirs ont été municipalisés et que pour assurer un fonctionnement homogène des ALSH, il convient de clôturer la régie d'avances et de recettes du centre Astérix afin d'intégrer celui-ci à la régie centrale des ALSH.
- 2012/0108 Pour le bon fonctionnement de la régie, il convient de modifier la régie de recettes en régie de recettes prolongée pour l'encaissement des divers produits liés à l'exploitation du parking du nouvel Hôtel de Ville, et ouvrir, par ailleurs, les modes d'encaissement au prélèvement bancaire.
- 2012/0109 Le théâtre Jean Vilar étant amené à vendre des billets dans le cadre de manifestations culturelles et festivals pour le compte de tiers, il convient de modifier la régie d'avances et de recettes afin de permettre l'encaissement et le reversement des recettes, pour compte de tiers.
- 2012/0112 D'attribuer le marché négocié de «Maintenance du logiciel AIGLE» à la société BUSINESS GEOGRAFIC pour une durée d'un an renouvelable trois fois et un montant annuel estimatif de 6 000 € HT.
- 2012/0115 D'attribuer le marché "achat de matériel de nettoyage" à la société B.C.P.E LA NORME pour un montant total de commandes compris entre 20 000 € HT mini et 89 000 € HT maxi, pour une durée allant à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2013.
- 2012/0119 D'attribuer le marché " achat de linge pour les crèches à la société GRANJARD, pour un montant total de commandes sans minimum et 60 000 € HT maximum, pour une durée de trois ans à compter de sa notification.
- 2012/0121 De conclure une convention d'intervention artistique avec la Compagnie l'Astrolabe, pour un montant de 720.00 €, dans le cadre de la programmation du Théâtre Jean Vilar, saison 2011-2012.
- 2012/0123 D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant le nettoyage spécifique des lieux d'exposition pour un montant maximum de 15 000 € HT à l'entreprise ENB nettoyage.
- 2012/0124 D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition d'un outil de Gestion et Maintenance Assistée par Ordinateur pour la gestion de l'éclairage public d'un montant de 29460 € HT à l'entreprise IETI.
- 2012/0125 De conclure un contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle et conventions d'interventions artistiques, pour un montant global de 6474.40 € HT, dans le cadre de la programmation du Théâtre Jean Vilar, saison 2011-2012.

- 2012/0126 D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant la location de films pour le cinéma Nestor Burma, pour un montant maximum de 40 000 € HT, aux différents distributeurs de films présents sur le marché.
- 2012/0133 D'accepter l'indemnité de sinistre d'un montant de 327 626,00 € suite au sinistre incendie à la salle Jean FARRE.
- 2012/0135 D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant la conception, graphisme et suivi de la réalisation de la scénographie de la Comédie du Livre 2012, pour un montant de 17 000 € HT, à Mademoiselle Aurélie TORRE.
- 2012/0137 De conclure des contrats de cession du droit d'exploitation de spectacles avec les compagnies et artistes suivants : Mazalda (10 117.80€ HT), le G. Bistaki (35 906.10 € HT), Annibal et ses éléphants (10 275.00 € HT), Estampe (1 500.00 € HT), le Phun (5 602.00 € HT), la Vaste entreprise (2 000.00 € HT), Compagnie Volpinex (2 300.00 € HT), P2BYM (4 530.00 € HT), le Boustrophédon (4 565.00€ HT), Ciné Musiques Roberto Tricarri (7 302.60€ HT), Odette Louise (3 000.00 €HT), AI (8 286.00 € HT), Cellanova.org (2 000.00 € HT), Eric Pajot (1 804.00 € HT) et Jean-Yves Leloup (2 160.00 € HT), dans le cadre de la Zone Artistique Temporaire, Programmation 2012, du 7 au 9 avril.



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée  
Formation action/groupe de cohésion**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur FLEURENCE, Adjoint délégué.

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation action/groupe de cohésion pour les agents de la ville (direction Réussite Educative) ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprise spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2009, le prestataire Pascal Bély Consultants a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité au prestataire Pascal Bély Consultants pour la formation action /groupe de cohésion pour un montant de 10000 euros pour 10 jours de formation. Période de la formation prévue entre 2011 et 2012.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget du Service Formation et Compétences de la Ville (Nature : 6184, Fonction : 9200 200).

Montpellier, le 12/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier  
Adjoint  
Serge FLEURENCE

Publiée le : 13/03/2012  
Notifiée le :

**ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde**  
**Ile N**  
**Parcelles DL n° 539, 541, 543 et 545**  
**Convention de participation Ville / SCI Domaine de la  
Feuillade**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R en date du 2 septembre 2011 de Mme Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à M. Michael Delafosse, Adjoint au Maire, délégation de fonctions ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n° 34/2005 du Conseil municipal en date du 25 février 2005 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la délibération n° 16/1998 du Conseil municipal en date du 30 mars 1998 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 13 mai 1998 ;
- Vu la délibération n° 44/2001 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement signé le 6 septembre 2001 et plus particulièrement ses articles 8 ter et 17-IV ;

**Considérant :**

- Que la SCI Domaine de la Feuillade représentée par son président, Monsieur Thierry Aznar, envisage au sein de l'Île N situé dans la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde la réalisation d'un programme immobilier de 4500 m<sup>2</sup> de SHON (environ 58 logements) sur un terrain de 6 547 m<sup>2</sup>.
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SCI Domaine de la Feuillade, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde, les parcelles cadastrées section DL n° 539, 541, 543 et 545, objets du programme de construction, étant localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non acquises par l'aménageur et propriétés de la SCI Domaine de la Feuillade ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
  - Surface hors œuvre nette (SHON) envisagée : 4 500 m<sup>2</sup>
  - Calcul du montant estimé de la participation :
    - Base de calcul : 160 €/ m<sup>2</sup> SHON (valeur année 2012)

4500 x 160 = 720 000 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> SHON autorisés par le permis de construire effectivement délivré pour le programme de logements collectifs.

**Décide en conséquence :**

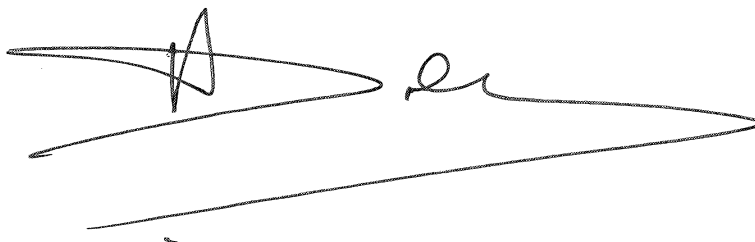
- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SCI Domaine de la Feuillade, telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation.

**Montpellier, le**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le :**

**Notifiée le :**

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Michaël DELAFOSSE, is written over the printed name. The signature consists of a series of loops and a long horizontal stroke at the bottom.



**ZAC Port Marianne  
Jardins de la Lironde**

**CONVENTION DE PARTICIPATION  
aux équipements publics de la ZAC**  
(article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme)

**ILE N  
Parcelles section DL  
N° 539, 541, 543 et 545**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Madame le Maire Hélène Mandroux, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 2 avril 2008, modifiée le 30 mars 2009,

Ci-après dénommée la **Collectivité** ou la Ville,

**de première part,**

**ET**

La SCI Domaine de la Feuillade dont le siège social est au 23-boulevard Sarraill à Montpellier (34000), représentée par la SAS HELENIS, Société par Actions Simplifiée au capital de 4.000.000 € dont le siège social est au 23-boulevard Sarraill à Montpellier (34000), identifiée au SIREN sous le numéro 491 095 386 RCS et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Montpellier, elle-même représentée par son Président, Monsieur Thierry AZNAR,

Ci-après dénommée le **Constructeur**

**de seconde part,**

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement approuvée le 30 mars 1998, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SAEM, par abréviation S.E.R.M., Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5.894.000 €, dont le siège est en l'Hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux à Montpellier (34960) Etoile Richter, 45-place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 22 septembre 2009,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts,

Ci-après dénommée la **SERM**

## **IL EST EXPOSE CE QUI SUI**

D'une superficie d'environ 40 hectares, la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde est une opération d'aménagement à dominante logement ; toutefois des programmes d'activités et bureaux ont été réalisés sur le pourtour Est de la ZAC, le long de l'avenue du Mondial 98.

Le dossier de réalisation et notamment le programme des équipements publics ont été approuvés par délibération du conseil municipal du 29 septembre 2000. Par Délibération en date du 28 février 2005, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde. Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juillet 2005.

La SERM a démarré fin 2003 les travaux du programme d'équipement public dans le secteur Nord-Est de la ZAC, avec notamment la desserte et la viabilité des premières tranches de construction. Par ailleurs, la SERM a réalisé les travaux d'aménagement de la partie Est du parc public de 9 hectares, ainsi que les travaux prolongeant la rue Léonard de Vinci jusqu'à l'avenue du Mondial 98 en desservant le centre du quartier.

Au cours des années 2006-2008, les travaux de desserte des programmes immobiliers (îles C, D, E, F et Z) se sont poursuivis. En 2009, la viabilisation du secteur Ouest s'ouvre par l'aménagement de la rue Fra Angelico. Parallèlement, l'aménagement des espaces plantés continue à mesure que progresse l'urbanisation.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement en application de l'article 1585 C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quater du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage la réalisation d'un programme de logements collectifs, formant l'île N de la ZAC, sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de ZAC dont il se rend propriétaire, mais non auprès de la SERM aménageur. Le dépôt de la demande de permis de construire correspondante sera effectué en Mairie de Montpellier mi janvier 2012.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes, la SCI Domaine de la Feuillade, au coût de l'équipement de la zone, réalisé conformément au programme des équipements publics de la ZAC.

## **CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI**

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

#### **1.1. La présente convention concerne les terrains dont la désignation suit :**

des parcelles situées à Montpellier, rue du Capitaine Pierre Pontal, comprises dans le périmètre de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde, formant l'île N,

cadastrées section DL n° 539, 541, 543 et 545,  
d'une superficie totale de 6.547 m<sup>2</sup>.

- 1.2. Le constructeur envisage la construction sur ce terrain d'un programme de 58 logements collectifs correspondant à 4.500 m<sup>2</sup> SHON.

Une extension ultérieure pourra être admise, le cas échéant, si les dispositions du document d'urbanisme réglementaire le permettent, et après versement d'une participation aux équipements de la ZAC dans les conditions définies ci-après.

- 1.3. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006, et modifié par délibérations du Conseil Municipal successives.
- 1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

## ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

- 2.1. En application du programme des équipements publics de la zone approuvé par délibération en date du 29 septembre 2000, les équipements dont la liste suit sont mis à la charge des constructeurs de la zone :

- voiries internes de la ZAC,
- réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales,
- réseaux d'adduction eau potable,
- éclairage public,
- espaces verts,
- réseau électricité,
- réseau télécommunications.

- 2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, quelles que soient les catégories de construction, en proportion de la surface hors œuvre nette construite.

## ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

- 3.1. Le constructeur réalise sur le terrain visé à l'article 1 la construction de 58 logements collectifs représentant **4.500 m<sup>2</sup>** de SHON.

- 3.2. Le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics de la zone est fixé à **160 €** par mètre carré de SHON autorisé par le permis de construire. Cette participation sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.  
Sur la base de la demande de permis de construire, à savoir **4.500 m<sup>2</sup> de SHON**, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de :

$$4.500 \times 160 = 720.000 \text{ euros.}$$

- 3.3. Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> SHON autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

#### **ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT**

- 4.1.** Le constructeur s'engage à notifier l'arrêté de permis de construire à la SERM dans les **huit jours** de sa délivrance.
- 4.2.** En application de la concession d'aménagement approuvée le 30 mars 1998, passée entre la Collectivité et la SERM chargée de l'aménagement et de l'équipement de la zone, le Constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la SERM.
- 4.3.** Le constructeur s'engage à verser l'intégralité de la participation au coût des équipements publics de la zone à l'obtention du permis de construire, devenu définitif en l'absence de recours ou de retrait dans le délai légal.
- 4.4.** Passée sa date d'échéance, la somme due au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, portera intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la SERM, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la SERM de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

#### **ARTICLE 5 – INDEXATION**

Le versement prévu à l'article 4 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à échéance du rapport I/Io dans lequel :

- Io est le dernier indice connu à la date de la décision de Madame le Maire approuvant la présente convention ;
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date d'échéance considérée.

#### **ARTICLE 6 – DEGREVEMENT**

En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, de péremption du permis de construire ou son annulation, la somme correspondante est restituée au Constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

#### **ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION**

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

#### **ARTICLE 8 – LITIGES**

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

#### **ARTICLE 9 – FRAIS**

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

#### **ARTICLE 10 – EFFETS**

- 10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.
- 10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

#### **ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Collectivité en l'Hôtel de Ville,
- Pour le Constructeur en son siège administratif,
- Pour la SERM en son siège administratif

Fait à Montpellier,

Le .....

(en cinq exemplaires originaux)

**Pour la Collectivité**

**Pour le Constructeur**

**Pour la SERM**

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée:  
Formation Session nationale "Résilience et sécurité  
sociétales 2012**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature de Monsieur FLEURENCE, Adjoint délégué.

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier doit faire participer Monsieur le Directeur de la Réglementation et de la Tranquillité Publique à une formation pour mieux appréhender la sécurité, la gestion des crises et favoriser la résilience.
- Qu'il apparaît après recherches effectuées et considérant la spécificité de cette formation que l'organisme du Haut Comité Français pour la Défense Civile est le seul à proposer ce type de formation et que conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics, ce marché peut être passé sans publicité, ni mise en concurrence préalable

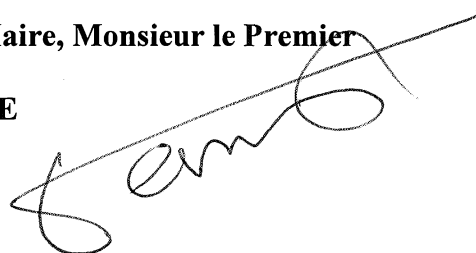
**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'organisme du Haut Comité Français pour la Défense Civile, 59 rue Galilée, 75008 Paris pour un montant de 8 000 € H.T. ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits 2012 de la Ville, nature : 6184 fonction : 9200 200 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier  
Adjoint  
Serge FLEURENCE

Publiée le : 24/02/2012  
Notifiée le :



**PEGASE**  
**Convention de mise à disposition de fibres optiques par  
la Ville de Montpellier à la société Hérault Telecom -  
Raccordement de la SERM**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la société Hérault Télécom a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de raccordement de ses clients, Hérault Télécom a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 1 000 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, Hérault Télécom a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée : dix ans,
  - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 1 890 €,
  - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques, base juin 2002, soit environ 2 000 €.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention à passer entre Hérault Télécom et la Ville,
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 02/02/2012**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 03/02/2012**  
**Notifiée le :**





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A LA SOCIETE HERAULT TELECOM  
RACCORDEMENT DE LA SERM**



**Entre les soussignés :**

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER  
sise au 1, place Francis Ponge, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

**Hérault Télécom**, société par actions simplifiée au capital de 1.500.000 euros, dont le siège  
social est situé 266 rue de la Gariguette, ZAC Saint Antoine à SAINT AUNES (34130),  
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

Représentée par son Directeur, M. Georges GUILHEM, dûment habilité à cet effet"

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

## **SOMMAIRE**

ARTICLE 1 - DEFINITIONS .....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION .....	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES .....	4
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES .....	5
ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION .....	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES .....	5
6.4.1 MISE A DISPOSITION .....	6
6.4.2 RECEPTION .....	6
6.4.3 RETARD DE MISE A DISPOSITION .....	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....	7
ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS .....	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES .....	10
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES .....	11
ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE .....	11
ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION .....	11
ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION .....	11
ARTICLE 14 - RESILIATION .....	12
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES .....	13

1062

## **IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT**

Conformément au code des postes et télécommunications, la société Hérault Télécom, a été autorisée par l'ARCEP à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, Hérault Télécom a sollicité de la Ville la mise à disposition de liaisons optiques réalisées par cette dernière sur son territoire.

### **ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n°2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur les fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

### **ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public routier pour réaliser la liaison entre la rue du Caducée et la rue de la valsière.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

### **ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES**

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont implantées entre les points de livraison suivants :

- Place Thermidor (point 1 sur plan joint en annexe n°1).
- Boulevard de l'aéroport International (point 2 sur plan joint en annexe n°1).

Liaisons		linéaire en m
Place Thermidor	Boulevard de l'aéroport International	1 000

#### Descriptions de la liaison

La longueur de ces liaisons est d'environ : 1 000 m

Cette longueur sera définie précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'opérateur sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n°2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

#### **ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES**

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

#### **ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION**

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

#### **ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES**

##### **6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES**

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

L'opérateur doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

## 6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. L'opérateur se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

## 6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPÉRATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

## 6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

### 6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**". Cette date est la date à laquelle l'opérateur aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toutes réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

### 6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera l'opérateur par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière. Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procéderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à l'opérateur; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour l'opérateur de participer, au jour dit, aux opérations de réception, l'opérateur devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle l'opérateur s'engage à se rendre disponible.

#### 6.4.3 Retard de mise à disposition

En cas de retard de la Ville dans la mise à disposition d'une liaison par rapport à la date de mise à disposition définie en annexe n°1 et après un délai supplémentaire d'une (1) semaine, l'opérateur peut réclamer à la Ville, une réduction de redevance, calculée comme suit :

$$CR = C \cdot R / 100$$

où :

**CR**= montant du crédit de redevance

**C**= le montant de la redevance annuelle de mise à disposition, telle que définie à l'article 9.2 ci-après,

**R**= nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1. et fixée en annexe n°1.

La Ville déduira le montant de ce crédit CR des sommes dues par l'opérateur dès le prochain titre de recettes émis par la Ville au titre de la redevance de mise à disposition.

Dans l'hypothèse où aucune mise à disposition n'est intervenue dans les 30 jours suivants la date prévue en annexe n°1, l'opérateur pourra résilier la convention, sans autre préavis qu'un courrier recommandé avec accusé de réception notifiant ladite résiliation.

### ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

#### 7.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

#### 7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, l'opérateur procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant ses liaisons, il en informera la Ville sans délai.

#### 7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir les services de télécommunications, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et son câble à fibre optique sur un des points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, dont les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

#### 7.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique, puis intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera déterminée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie et fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17/ 04 67 34 70 33

Mél : [eric.alaberrt@ville-montpellier.fr](mailto:eric.alaberrt@ville-montpellier.fr) / [alain.flottes@ville-montpellier.fr](mailto:alain.flottes@ville-montpellier.fr)

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

*Adit*

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement, sauf si celui-ci est dû à l'opérateur. Dans ce cas, ce dernier remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

### 7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures ;

### 7.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4<sup>ème</sup> dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS**

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les



parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

## **ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**

### **9.1: FRAIS D'ACCES**

Le montant des frais d'accès au service est fixé à 1 890 euros nets toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la mise à disposition des fibres optiques.

### **9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSITION**

#### **9.2.1 Montant de la redevance**

L'opérateur versera à la Ville, et par virement bancaire, une indemnité annuelle d'occupation.

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /mètre linéaire et par paire de fibres optiques (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire de fibres optiques) base juin 2002.

Il est calculé comme suit :

$$R = 2 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètres linéaires.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

#### **9.2.2 Paiement de la redevance**

Sur présentation par la Ville d'un titre de recette, portant la référence comptable "convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier a Hérault Télécom – liaison SERM", qui sera adressé à :

**HÉRAULT TELECOM**  
30 avenue Edouard Belin  
92500 RUEIL-MALMAISON

Le premier étant accompagné d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 6.4.1.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la mise à disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

#### **9.2.3 Variation de la redevance**

L'indemnité ci-dessus évolue au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par application de la formule suivante :

*ndg*

$P = P_o (0,6 \frac{S}{SO} + 0,4 \frac{PsdT}{PsdTO})$  dans laquelle :

- **P** est le prix actualisé;
- **P<sub>o</sub>** le prix de référence (valeur juin 2002);
- **S** est la dernière valeur connue au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- **SO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- **PsdT** est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- **PsdTO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

#### **ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur du fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

#### **ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE**

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant.

#### **ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION**

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

#### **ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord exprès des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

## **ARTICLE 14 - RESILIATION**

### **14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

#### **14.1.1: Dans l'intérêt général**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

#### **14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur**

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

#### **14.1.3 Indemnisation de résiliation**

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### **14.1.4 Procédure de résiliation**

La résiliation sera prononcée par la Ville. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

#### **14.1.5 Dépose des équipements de l'OPÉRATEUR**

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation.

### **14.2 : A L'INITIATIVE DE L' OPÉRATEUR**

#### **14.2.1 Sans faute de la Ville**

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception

Dans ce cas l'OPÉRATEUR abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### **14.2.2 En cas d'inexécution**

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

### **ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES**

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

#### **Liste des annexes :**

- Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition
- Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition
- Annexe n°3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire

L'Adjoint Délégué

Pour Hérault Télécom

1062



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A LA SOCIETE HERAULT TELECOM  
RACCORDEMENT DE LA SERM**

**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION**

**1° Description géographique des liaisons mises à disposition d'Hérault Télécom par la Ville :**

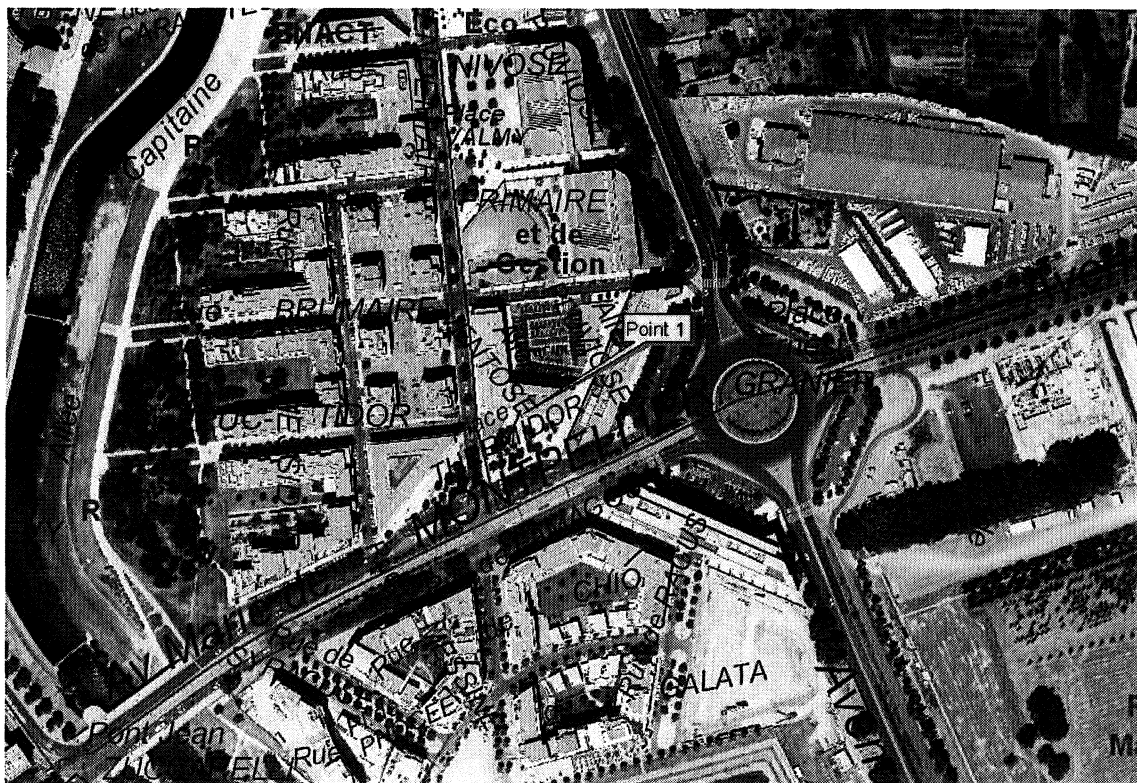
La liaison est composée d'une paire de fibres optiques du réseau haut débit Pégase de la Ville sur une distance estimée à 1 000 m depuis la place Thermidor au boulevard de l'aéroport International.

**2° Points de livraison de la liaison :**

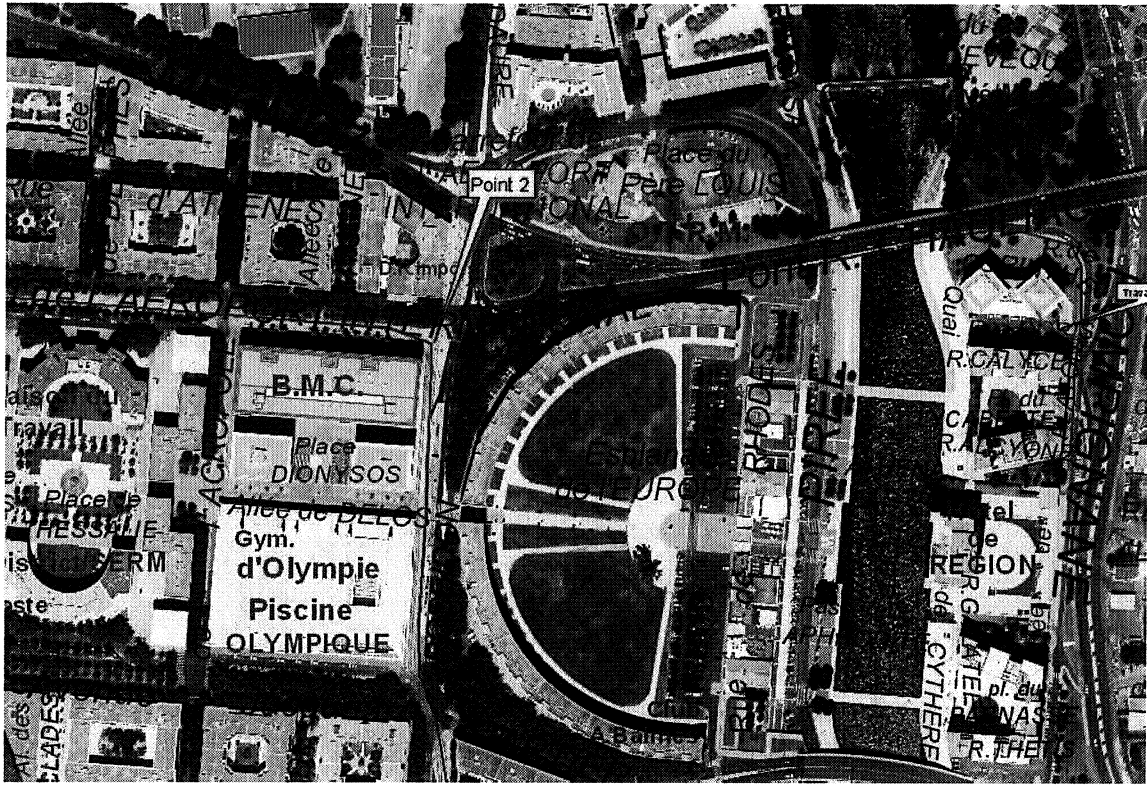
Liaison	linéaire en m
Place Thermidor au boulevard de l'Aéroport International	1000

**3° Date de mise à disposition des liaisons :**

Deux mois après la signature de la convention.



1084





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A LA SOCIETE HERAULT TELECOM  
RACCORDEMENT DE LA SERM**

**ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES**



## SPECIFICATION TECHNIQUE DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

### Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

<b>Paramètre</b>	<b>Valeur</b>
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ( $= 0.69 \text{ GN/m}^2$ ) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

lost

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A LA SOCIETE HERAULT TELECOM  
RACCORDEMENT DE LA SERM**

**ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE**

CAHIER DES CHARGES  
POUR LES  
RECETTES OPTIQUES  
(ANNEXES TECHNIQUES)  
*EXTRAITS*

## **1 – INTRODUCTION ET GENERALITES**

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

**LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.**

**POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.**

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

## **2 – CONTROLES**

### **2.1 – CONTROLES VISUELS**

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).

- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissurage...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lovage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou toute autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction. Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement. L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

## 2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

**ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION,  
AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.**

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles.

Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure).

L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

*1061*

## 2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

**LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.**

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).

Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

## 3 – PRESENTATION DES RESULTATS

### 3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.

Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

### 3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.  
Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

### 3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

<p><b>POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUE.</b></p>
---

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.

Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).

Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.

Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

Dans le cas de fibres non connectorisées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

### 3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

**L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.**

### 3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectorisées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.



## **4 – SEUILS DES RESERVES**

### **4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES**

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

#### **4.1.1 – Inspection visuelle**

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

#### **4.1.2 - Épissures**

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

#### **4.1.3 – Connecteurs**

**ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIERE.**

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

#### **4.1.4 - Contraintes sur la fibre**

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

#### **4.1.5 - Uniformité de l'atténuation**

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

#### **4.1.6 - Atténuation linéique**

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

#### **4.1.7 - Atténuation globale**

- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique  $A_{\text{Maxi}}$  qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

## **4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT**

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- $A_{\text{Maxi}}$  en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- $\alpha_{\text{FO}}$  en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- $L_{\text{FO}}$  en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$  en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$  est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- $\alpha_{\text{cn}}$  en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- $N_{\text{cn}}$  est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- $C$  est un coefficient d'effet statistique.
- $\alpha_{\text{rf}}$  en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

### **4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée $\alpha_{\text{FO}}$**

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

**ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES  
FABRIQUES EN 2001.**

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

### **4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$**

0,07 dB si leur nombre est inférieur à 10  
0,05 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 10  
0,04 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 20

#### 4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ép}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

#### 4.2.4 - Atténuation des connecteurs $\alpha_{cn}$

**ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.**

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.

Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
$\alpha_{cn}$	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si  $N_{cn}$  est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si  $N_{cn}$  est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

#### 4.2.5 - Nombre de connecteurs $N_{cn}$

**ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.**

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

#### 4.2.7 – Coefficient d'effet statistique $C$

$C = 0,98$  si on a à la fois  $L_{Fo} \geq 20$  km et  $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$  dans les autres cas.

#### 4.2.8 – Correction du niveau de référence photométrique $\alpha_{rf}$

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs  $\alpha_{rf}$  suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
$\alpha_{rf}$	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées),  $\alpha_{rf} = 0$ .

## **5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS**

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
- Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.

-----

## **ANNEXE 4**

### Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
  - Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
  - Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
  - Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
  - Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.
-

**PEGASE**  
**Convention de mise à disposition de fibres optiques par**  
**la Ville de Montpellier à SFR**  
**Liaison MINEFI - ZUCCARELLI - N° L03550**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la société SFR a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de raccordement de ses clients, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 2 300 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, SFR a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée : dix ans,
  - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 589 €,
  - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 4 600 €.

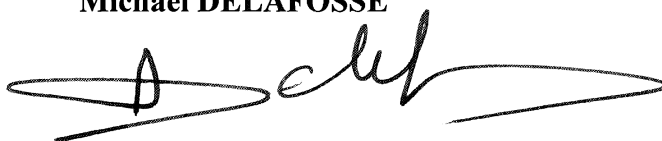
**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention à passer entre SFR et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 03/02/2012  
Notifiée le :



1070



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR**

**LIAISON MINEFI- ZUCCARELLI**

**N° L03550**

**Entre les soussignés :**

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER  
sise au 1, place Francis Ponge, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Société Française du Radiotéléphone - SFR, une société anonyme au capital social de  
1.345.144.260,15 € dont le siège social est situé 42 avenue de Friedland 75008 Paris,  
immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 403 106  
537, représentée par son directeur en exercice ou par une personne dûment habilitée aux  
fins des présentes

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

1072



## **SOMMAIRE**

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT .....	4
ARTICLE 1 - DEFINITIONS .....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION .....	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES .....	5
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES.....	5
ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION .....	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES .....	5
6.4.1 MISE A DISPOSITION .....	6
6.4.2 RECEPTION.....	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....	7
ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS.....	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES.....	9
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	10
ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE .....	11
ARTICLE 12 - CESSIION DE LA CONVENTION.....	11
ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION .....	11
ARTICLE 14 - RESILIATION.....	11
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES.....	12

## IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Conformément au code des postes et télécommunications, la société SFR, a été autorisée par arrêté ministériel, à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique réalisée par cette dernière sur son territoire.

### **ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- **Fibres optiques** : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n°2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- **Liaisons** : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- **Mise à disposition** : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- **Point(s) de livraison** : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur des fibres optiques.
- **Dysfonctionnement** : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- **Rétablissement** : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

### **ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public routier pour l'exercice des activités de télécommunications exercées par ledit opérateur en vertu de l'autorisation prévue à l'article L.33-1, qui lui a été accordée par arrêté du ministre.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

1074

### **ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES**

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont implantées le long du réseau PEGASE entre :

- le point de présence de l'opérateur pont Zuccarelli et la galerie technique située sous l'allée Henri II de Montmorency.

La longueur de cette liaison représente un linéaire, d'environ 2300 mètres, et sera défini précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'opérateur sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

### **ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES**

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

### **ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION**

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur, et notamment au regard de l'autorisation ministérielle visée en préambule qui lui a été accordée.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

Toutefois, l'opérateur est d'ores et déjà autorisé à sous-concéder ou sous louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises objet de la présente convention, au profit de toutes les sociétés filiales et de la maison mère de SFR.

### **ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES**

#### **6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES**

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Il doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

#### **6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE**

L'opérateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le bon état des fibres optiques existantes, implantées sur le domaine public. Il prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. Il se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

### 6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPERATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

### 6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

#### 6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**". Cette date est la date à laquelle l'opérateur aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toute réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

#### 6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera l'opérateur par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière. Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procèderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à l'opérateur; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour l'opérateur de participer, au jour dit, aux opérations de réception, l'opérateur devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle l'opérateur s'engage à se rendre disponible.

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES**

### **7.1 : EXPLOITATION**

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

### **7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS**

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, il procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant les liaisons, il en informera la Ville sans délai.

### **7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS**

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir le service à ses propres clients, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et sur son câble à fibre optique dans un des trois points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

#### **7.3.1. Mode d'alerte**

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique suivie d'une intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera mesurée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie il fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant, l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 18

N° de télécopie : 04 67 34 59 09

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, 365 jours par an.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement sauf si celui-ci est du à l'opérateur, dans ce cas il remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

#### 7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures

#### 7.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4<sup>ème</sup> dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale de la Ville en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS**

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur, entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

## **ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**

### **9.1: FRAIS D'ACCES**

Le montant des frais d'accès au service est fixé 589 euro net toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la signature de la présente convention.

### **9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSTION**

#### **9.2.1 Montant de la redevance**

La société versera à la Ville, et par virement bancaire, une indemnité annuelle d'occupation.

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /paire de fibres optiques base juin 2002 (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire base juin 2002).

il est calculé comme suit :

$$R = 2 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètre linéaire.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

#### 9.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de mise en recette, portant la référence comptable “

Contrat n°L03550 ” qui sera adressé à :

SFR  
Comptabilité Fournisseur SFR  
TOUR SEQUOIA  
1, Place Carpeaux  
LA DEFENSE 6,  
92915, PARIS LA DEFENSE CEDEX

La première étant accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante (60) jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 6.4.1,

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

#### 9.2.3 Variation de la redevance

L'indemnité ci-dessus évolue au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$P = P_o \left( 0,6 \frac{S}{SO} + 0,4 \frac{PsdT}{PsdTO} \right) \text{ dans laquelle :}$$

- **P** est le prix actualisé;
- **P<sub>o</sub>** le prix de référence (valeur juin 2002);
- **S** est la dernière valeur connue au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- **SO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- **PsdT** est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- **PsdTO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

### ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.



L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

## **ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE**

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant. Il doit notamment informer la Ville en cas de modifications éventuelles apportées à son autorisation au titre de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications telle que visée à l'article 1 ci-dessus.

## **ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION**

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans le consentement écrit et préalable de la Ville et sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

L'opérateur est toutefois d'ores et déjà autorisé par la Ville à céder ses droits et obligations résultant des présentes au profit de toutes sociétés filiales et de la société mère dès lors que ces sociétés sont également autorisées à exercer leur activité au lieu et place de l'opérateur, au titre d'une autorisation accordée au titre de l'article L. 33.1 du code des postes et télécommunications.

Cette cession fera l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord express des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

## **ARTICLE 14 - RESILIATION**

### **14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

#### **14.1.1: Dans l'intérêt général**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

#### 14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

#### 14.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### 14.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par le maire de la Ville, dûment habilité par le Conseil municipal. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

#### 14.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire.

### 14.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

#### 14.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### 14.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

## ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

#### Liste des annexes :

1082

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition  
Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition  
Annexe n°3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le  
En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'opérateur



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR**

**LIAISON MINEFI- ZUCCARELLI**

**N°L03550**

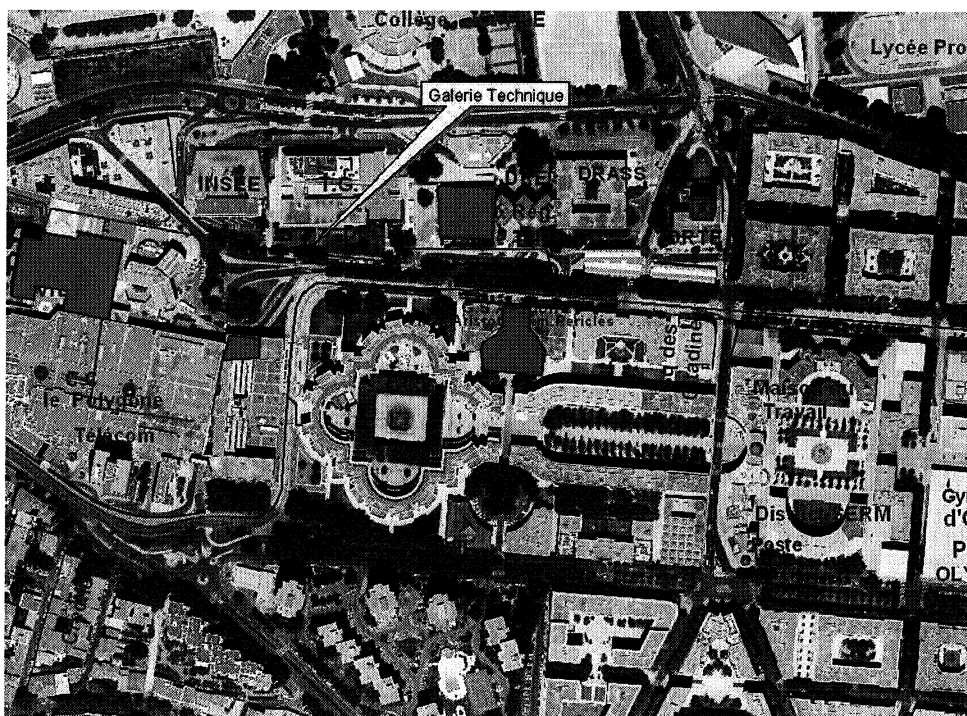
**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION**

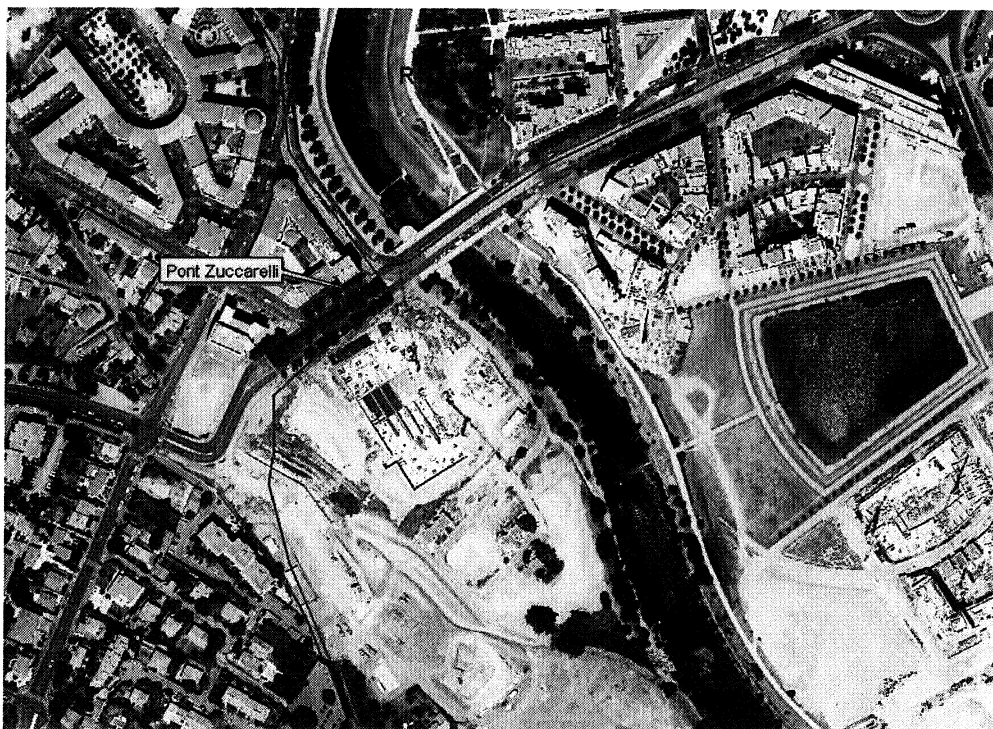
## 1° Description géographique des liaisons mises à disposition de l'opérateur par la Ville :

La liaison est composée d'une paire de fibre optique du réseau de la Ville PEGASE sur une distance estimée à 2300 m.

## 2° Points de livraison des liaisons :

Liaisons	linéaire en m
Galerie technique – pont Zuccarelli	2 300





**3° Date de mise à disposition des liaisons :**

Un mois à compter de la signature de la convention.



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR**

**LIAISON MINEFI- ZUCCARELLI**

**N°L03550**

**ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES**

## SPECIFICATION TECHNIQUE

### DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

#### Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

<b>Paramètre</b>	<b>Valeur</b>
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ( $= 0.69 \text{ GN/m}^2$ ) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR**

**LIAISON MINEFI- ZUCCARELLI**

**N°L03550**

**ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE**

CAHIER DES CHARGES  
POUR LES  
RECETTES OPTIQUES 2001-2002  
(ANNEXES TECHNIQUES)  
*EXTRAITS*

1000

## **1 – INTRODUCTION ET GENERALITES**

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

**LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.**

**POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.**

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

## **2 – CONTROLES**

### **2.1 – CONTROLES VISUELS**

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).

- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissurage...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lovage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou toute autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction. Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement. L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

## 2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

**ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION,  
AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.**

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles.

Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure).

L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

### 2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

**LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.**

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).

Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

## 3 – PRESENTATION DES RESULTATS

### 3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.

Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

### 3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.  
Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

### 3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

**POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI  
L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUE.**

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.

Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).

Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.

Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

*10/04*

Dans le cas de fibres non connectées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

### 3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

**L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.**

### 3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

## **4 – SEUILS DES RESERVES**

### **4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES**

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

#### **4.1.1 – Inspection visuelle**

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

#### **4.1.2 - Épissures**

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

#### **4.1.3 – Connecteurs**

**ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIERE.**

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

#### **4.1.4 - Contraintes sur la fibre**

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

#### **4.1.5 - Uniformité de l'atténuation**

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

#### **4.1.6 - Atténuation linéique**

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

#### **4.1.7 - Atténuation globale**



- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique  $A_{\text{Maxi}}$  qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

## **4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT**

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- $A_{\text{Maxi}}$  en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- $\alpha_{\text{FO}}$  en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- $L_{\text{FO}}$  en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$  en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$  est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- $\alpha_{\text{cn}}$  en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- $N_{\text{cn}}$  est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- $C$  est un coefficient d'effet statistique.
- $\alpha_{\text{rf}}$  en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

### **4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée $\alpha_{\text{FO}}$**

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

**ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES  
FABRIQUES EN 2001.**

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

### **4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$**

0,07 dB si leur nombre est inférieur à 10  
0,05 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 10  
0,04 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 20

#### 4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ep}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

#### 4.2.4 - Atténuation des connecteurs $\alpha_{cn}$

**ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.**

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.

Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
$\alpha_{cn}$	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si  $N_{cn}$  est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si  $N_{cn}$  est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

#### 4.2.5 - Nombre de connecteurs $N_{cn}$

**ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.**

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

#### 4.2.7 – Coefficient d'effet statistique $C$

$C = 0,98$  si on a à la fois  $L_{FO} \geq 20$  km et  $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$  dans les autres cas.

#### 4.2.8 – Correction du niveau de référence photométrique $\alpha_{rf}$

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs  $\alpha_{rf}$  suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
$\alpha_{rf}$	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées),  $\alpha_{rt}$  = 0.

## **5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS**

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
- Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.

-----

## **ANNEXE 4**

### Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
  - Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
  - Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
  - Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
  - Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.
-

**PEGASE**  
**Convention de mise à disposition de fibres optiques par  
la Ville de Montpellier à SFR - Liaison avenue  
Guilhem de Poitiers / rue Frédéric Pottecher L03532**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la société SFR a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de raccordement de ses clients, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 4 200 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, SFR a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée : dix ans,
  - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 859 €,
  - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 8 400 €.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention à passer entre SFR et la Ville,
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 02/02/2012**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 03/02/2012**  
**Notifiée le :**





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR  
LIAISON AVENUE GUILHEM DE POITIERS – RUE  
FREDERIC POTTECHER  
L03532**

**Entre les soussignés :**

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER  
sise au 1, place Francis Ponge, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Société Française du Radiotéléphone - SFR, une société anonyme au capital social de  
1.345.144.260,15 € dont le siège social est situé 42 avenue de Friedland 75008 Paris,  
immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 403 106  
537, représentée par son directeur en exercice ou par une personne dûment habilitée aux  
fins des présentes

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

## **SOMMAIRE**

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT .....	4
ARTICLE 1 - DEFINITIONS .....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION .....	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES .....	5
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES.....	5
ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION .....	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES.....	5
6.4.1 MISE A DISPOSITION .....	6
6.4.2 RECEPTION.....	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....	7
ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS.....	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES.....	9
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	10
ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE .....	11
ARTICLE 12 - CESSIION DE LA CONVENTION.....	11
ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION .....	11
ARTICLE 14 - RESILIATION.....	11
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES.....	12



## IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Conformément au code des postes et télécommunications, la société SFR, a été autorisée par arrêté ministériel, à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique réalisée par cette dernière sur son territoire.

### **ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n°2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur des fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

### **ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public routier pour l'exercice des activités de télécommunications exercées par ledit opérateur en vertu de l'autorisation prévue à l'article L.33-1, qui lui a été accordée par arrêté du ministre.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

### **ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES**

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont implantées le long du réseau PEGASE entre le point de présence de l'opérateur sur l'avenue Guilhem de Poitiers et rue Frédéric Pottecher.

La longueur de la liaison représente un linéaire, d'environ 4 200 mètres, et sera défini précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'opérateur sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

### **ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES**

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

### **ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION**

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur, et notamment au regard de l'autorisation ministérielle visée en préambule qui lui a été accordée.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

Toutefois, l'opérateur est d'ores et déjà autorisé à sous-concéder ou sous louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises objet de la présente convention, au profit de toutes les sociétés filiales et de la maison mère de SFR.

### **ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES**

#### **6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES**

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Il doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

#### **6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE**

L'opérateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le bon état des fibres optiques existantes, implantées sur le domaine public. Il prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux

de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. Il se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

### 6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPERATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

### 6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

#### 6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**". Cette date est la date à laquelle l'opérateur aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toute réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

#### 6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera l'opérateur par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière. Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procèderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à l'opérateur; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour l'opérateur de participer, au jour dit, aux opérations de réception, l'opérateur devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle l'opérateur s'engage à se rendre disponible.

*not*

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES**

### **7.1 : EXPLOITATION**

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

### **7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS**

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, il procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant les liaisons, il en informera la Ville sans délai.

### **7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS**

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir le service à ses propres clients, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et sur son câble à fibre optique dans un des trois points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

#### **7.3.1. Mode d'alerte**

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique suivie d'une intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera mesurée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie il fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant, l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 70 74

Mel : [eric.alabert@ville-montpellier.fr](mailto:eric.alabert@ville-montpellier.fr), [alain.flottes@ville-montpellier.fr](mailto:alain.flottes@ville-montpellier.fr)

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, 365 jours par an.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement sauf si celui-ci est dû à l'opérateur, dans ce cas il remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

#### 7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures

#### 7.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4<sup>ème</sup> dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale de la Ville en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS**

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur, entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

## **ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**

### **9.1: FRAIS D'ACCES**

Le montant des frais d'accès au service est fixé 859 euro net toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la signature de la présente convention.

### **9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSTION**

#### **9.2.1 Montant de la redevance**

La société versera à la Ville, et par virement bancaire, une indemnité annuelle d'occupation.

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /paire de fibres optiques base juin 2002 (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire base juin 2002).

il est calculé comme suit :

$$R = 2 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètre linéaire.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

#### 9.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de mise en recette, portant la référence comptable “

Contrat n°L03532 ” qui sera adressé à :

SFR  
Comptabilité Fournisseur SFR  
TOUR SEQUOIA  
1, Place Carpeaux  
LA DEFENSE 6,  
92915, PARIS LA DEFENSE CEDEX

La première étant accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante (60) jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 6.4.1,

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

#### 9.2.3 Variation de la redevance

L'indemnité ci-dessus évolue au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,6 \frac{S}{SO} + 0,4 \frac{PsdT}{PsdTO}) \text{ dans laquelle :}$$

- **P** est le prix actualisé;
- **P<sub>o</sub>** le prix de référence (valeur juin 2002);
- **S** est la dernière valeur connue au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- **SO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- **PsdT** est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- **PsdTO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

### **ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

*mm*

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

## **ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE**

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant. Il doit notamment informer la Ville en cas de modifications éventuelles apportées à son autorisation au titre de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications telle que visée à l'article 1 ci-dessus.

## **ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION**

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans le consentement écrit et préalable de la Ville et sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

L'opérateur est toutefois d'ores et déjà autorisé par la Ville à céder ses droits et obligations résultant des présentes au profit de toutes sociétés filiales et de la société mère dès lors que ces sociétés sont également autorisées à exercer leur activité au lieu et place de l'opérateur, au titre d'une autorisation accordée au titre de l'article L. 33.1 du code des postes et télécommunications.

Cette cession fera l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord express des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

## **ARTICLE 14 - RESILIATION**

### **14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

#### **14.1.1: Dans l'intérêt général**



La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

#### 14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

#### 14.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### 14.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par le maire de la Ville, dûment habilité par le Conseil municipal. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

#### 14.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire.

### 14.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

#### 14.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### 14.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

## **ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES**

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition

Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

Annexe n°3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'opérateur



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR  
LIAISON AVENUE GUILHEM DE POITIERS – RUE  
FREDERIC POTTECHER  
L03532**

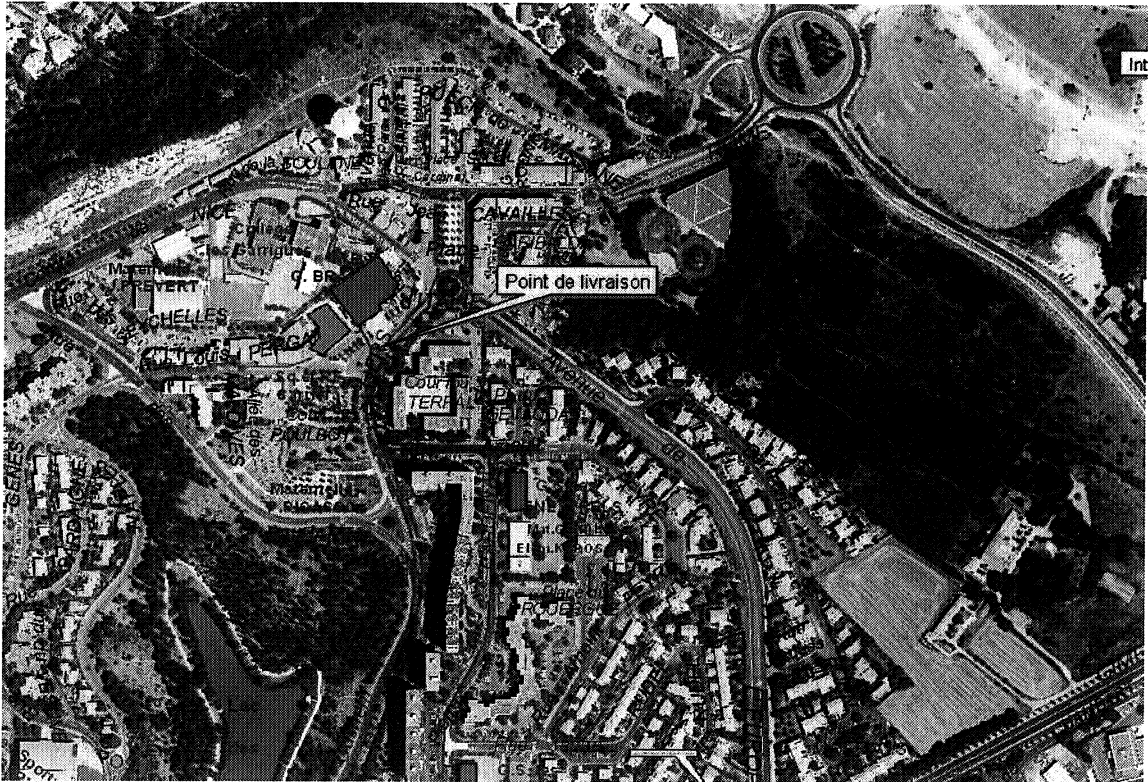
**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION**

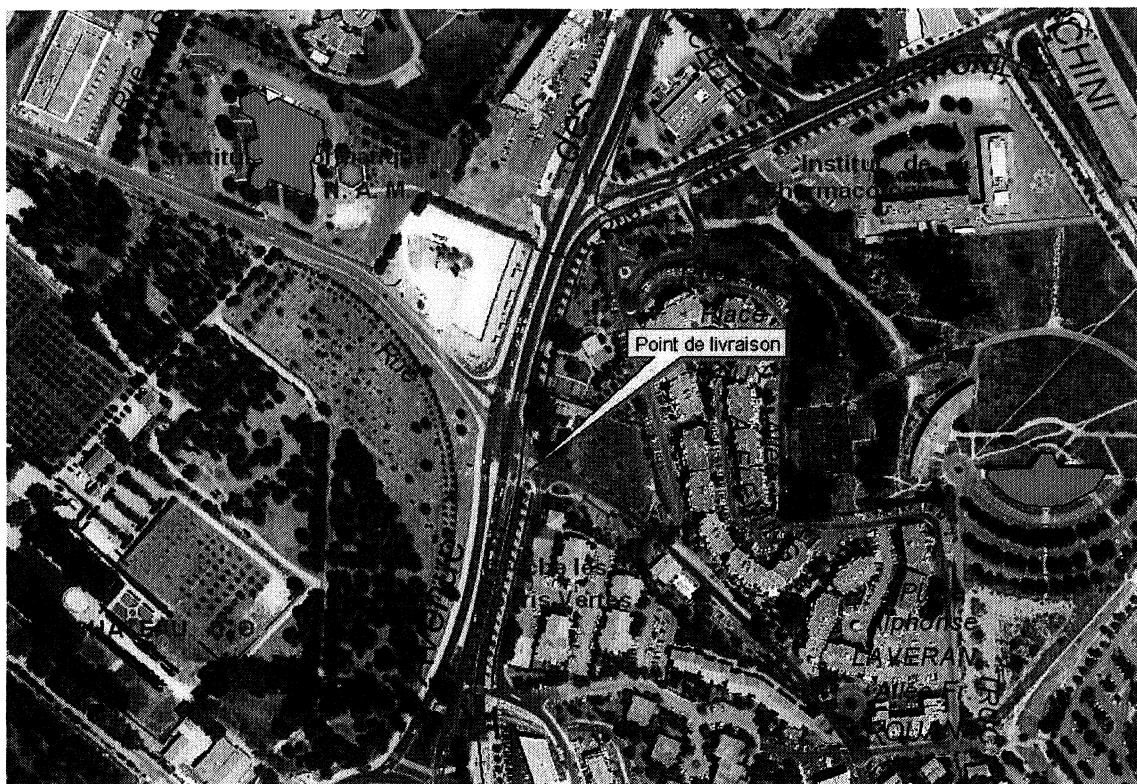
**1° Description géographique des liaisons mises à di sposition de l'opérateur par la Ville :**

La liaison est composée d'une paire de fibre optique du réseau de la Ville PEGASE sur une distance estimée à 4 200 m.

**2° Points de livraison de la liaison :**

Point de livraison n°3 : chambre K2C avenue Guilhem de Poitiers.  
Point de livraison n°4 : chambre L3T rue Frédéric Pottecher.





Liaison	linéaire en ml
Avenue Guilhem de Poitiers – rue Frédéric Pottecher	4200

**3° Date de mise à disposition de la liaison :**

Un mois à compter de la signature de la convention.

117



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR  
LIAISON AVENUE GUILHEM DE POITIERS – RUE  
FREDERIC POTTECHER  
L03532**

**ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES**

## SPECIFICATION TECHNIQUE

### DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

#### Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

<b>Paramètre</b>	<b>Valeur</b>
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ( $= 0.69 \text{ GN/m}^2$ ) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR  
LIAISON AVENUE GUILHEM DE POITIERS – RUE  
FREDERIC POTTECHER  
L03532**

**ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE**



CAHIER DES CHARGES  
POUR LES  
RECETTES OPTIQUES 2001-2002

(ANNEXES TECHNIQUES)

*EXTRAITS*

## **1 – INTRODUCTION ET GENERALITES**

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

**LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.**

**POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.**

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

## **2 – CONTROLES**

### **2.1 – CONTROLES VISUELS**

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).

- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissurage...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lovage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou toute autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction. Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement. L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

## 2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

<b>ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.</b>
--

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles. Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure). L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

## 2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

<p><b>LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.</b></p>
---

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).

Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

## 3 – PRESENTATION DES RESULTATS

### 3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.

Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

### 3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.  
Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

### 3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

<p><b>POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUITE.</b></p>
---

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.

Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).

Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.

Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

Dans le cas de fibres non connectorisées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

### 3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

**L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.**

### 3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectorisées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

## **4 – SEUILS DES RESERVES**

### **4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES**

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

#### **4.1.1 – Inspection visuelle**

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

#### **4.1.2 - Épissures**

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

#### **4.1.3 – Connecteurs**

**ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIERE.**

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

#### **4.1.4 - Contraintes sur la fibre**

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

#### **4.1.5 - Uniformité de l'atténuation**

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

#### **4.1.6 - Atténuation linéique**

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

#### **4.1.7 - Atténuation globale**

*u27*

- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique  $A_{\text{Maxi}}$  qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

## **4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT**

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- $A_{\text{Maxi}}$  en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- $\alpha_{\text{FO}}$  en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- $L_{\text{FO}}$  en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$  en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$  est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- $\alpha_{\text{cn}}$  en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- $N_{\text{cn}}$  est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- $C$  est un coefficient d'effet statistique.
- $\alpha_{\text{rf}}$  en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

### **4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée $\alpha_{\text{FO}}$**

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

**ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES  
FABRIQUES EN 2001.**

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

### **4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$**



0,07 dB si leur nombre est inférieur à 10  
 0,05 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 10  
 0,04 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 20

#### 4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ép}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

#### 4.2.4 - Atténuation des connecteurs $\alpha_{cn}$

**ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.**

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.  
 Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
$\alpha_{cn}$	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si  $N_{cn}$  est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si  $N_{cn}$  est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

#### 4.2.5 - Nombre de connecteurs $N_{cn}$

**ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.**

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

#### 4.2.7 – Coefficient d'effet statistique $C$

$C = 0,98$  si on a à la fois  $L_{FO} \geq 20$  km et  $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$  dans les autres cas.

#### 4.2.8 – Correction du niveau de référence photométrique $\alpha_{rf}$

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs  $\alpha_{rf}$  suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
$\alpha_{rf}$	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées),  $\alpha_{rf} = 0$ .

## **5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS**

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
- Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.

-----

## **ANNEXE 4**

### **Contenu du cahier de recette**

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
  - Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
  - Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
  - Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
  - Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.
-

**Attribution d'un marché à bon de commande passé  
selon une procédure adaptée pour la maintenance des  
onduleurs de l'Hôtel de Ville**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté N°2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué,

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de réaliser des prestations de maintenance et d'entretien des onduleurs pour maintenir en état les onduleurs de la Ville de Montpellier et faire face aux interventions urgentes non programmées liées à des pannes ;
- que les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande avec maximum annuel de 22 000 € HT passé en application de l'article 77 du code des marchés publics ;
- que pour réaliser ces prestations, il a été publié le 16 décembre 2011 une consultation soumis aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics ;
- l'entreprise SOCOMEC S.A, 31140 LAUNAGUET, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise SOCOMEC S.A, domiciliée rue Guglielmo Marconi – ZA Triasis – 31140 LAUNAGUET pour une période de un an à compter de la notification du marché et peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- d'autoriser Mme le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous documents relatifs notamment à, la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- de dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, nature 6156 fonction 920201.

Montpellier, le 29/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 01/03/2012  
Notifiée le :



MB2

**Terrains lieux dits "Font de la Blanquière" "La  
Cavalade" et rue de la Méjanelle  
Convention d'occupation précaire et révocable  
Ville de Montpellier / GAEC "La rosée"**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2181/T/R du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- que par conventions précaires et révocables en date du 30 décembre 2009 et 18 mai 2011, la Ville de Montpellier loue à Messieurs Alphonse TEJEDOR et Antoine TEJEDOR cogérants du GAEC « La Rosée » 12 parcelles de terrain situées aux lieux dits « Font de la Blanquière » « La Cavalade » et rue de la Mejanelle 34000 Montpellier ;
- que ces terrains acquis par la Ville de Montpellier constituent des réserves foncières liées dans ces secteurs aux futurs aménagements de l'autoroute et de la ligne TGV ;
- que les premiers aménagements relatifs au dédoublement de l'autoroute conduisent la Ville de Montpellier dès le mois d'octobre 2012 à mettre fin à la vocation agricole et à laisser libres de toute occupation 6 parcelles louées, d'une superficie totale de 345 045 m<sup>2</sup>, cadastrées : ST4 – ST5 – ST6 – ST7 – SP4 – SN4 ;
- que dans l'attente des futurs travaux pour l'autoroute et la réalisation des autres projets urbanistiques, la Ville de Montpellier, afin de ne pas laisser les terrains en friche, souhaite consentir une nouvelle convention d'occupation avec le GAEC « La Rosée » ;
- que cette nouvelle convention se substituera à la convention du 18 mai 2011 ;
- que la location serait consentie :
  - 1) pour une durée de 9 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 30 septembre 2012  
pour 6 parcelles d'une superficie totale de 34.5045 ha, cadastrées : ST6 – ST7 – SN4 – SP4 – ST4 – ST5 ;
  - 2) pour une durée de 2 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2013  
pour 6 parcelles d'une superficie totale de 4.1674 ha, cadastrées : SW10 – SW22 – SO7 – SR6 – SS9 – SS12 ;

**Décide en conséquence :**

- de conclure avec le GAEC « La Rosée » une convention d'occupation précaire et révocable :

1) d'une durée de 9 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 30 septembre 2012

pour 6 parcelles d'une superficie totale de 34.5045 ha, cadastrées : ST6 – ST7 – SN4 – SP4 – ST4 – ST5

2) d'une durée de 2 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2013

pour 6 parcelles d'une superficie totale de 4.1674 ha, cadastrées : SW10 – SW22 – SO7 – SR6 – SS9 – SS12 ;

- que le coût de la redevance annuelle pour les douze parcelles s'élève en 2012 à 5229,16 € (soit 174,04 € par hectare selon l'arrêté préfectoral DDTM 34 – 2011 – 10 – 01651 du 13 octobre 2011 fixant le prix des terres par nature de cultures et catégories de terres du 1<sup>er</sup> octobre 2011 au 30 septembre 2012 ;

Pour l'année 2013 la redevance sera calculée sur les 6 parcelles restantes d'une superficie totale de 4.1674 ha, en fonction du prix à l'hectare fixé par le prochain arrêté préfectoral à paraître en octobre 2012 ;

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;

- que la convention d'occupation précaire et révocable sera annexée à la présente décision ;

**Montpellier, le 02/02/2012**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**

**Frédéric TSITSONIS**

**Publiée le : 03/02/2012**

**Notifiée le :**





## CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par décision en date du**

D'autre part,

**« La Rosée », Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (GAEC), domicilié route de Vendargues – 34130 MAUGUIO, représenté par ses cogérants Monsieur Alphonse TEJEDOR et Monsieur Antoine TEJEDOR ci-après désignés les Preneurs.**

### Préambule :

Par conventions d'occupation précaires et révocables en date du 30 décembre 2009 et 18 mai 2011, la Ville de Montpellier loue à Messieurs Alphonse TEJEDOR et Antoine TEJEDOR cogérants du GAEC « La Rosée » douze parcelles de terrain situées aux lieux dits « La Cavalade » « Font de la Blanquière » et rue de la Mejanelle 34000 Montpellier.

Ces terrains acquis par la Ville constituent des réserves foncières liées dans ce secteur aux futurs aménagements du dédoublement de l'autoroute et de la ligne TGV.

### Récapitulatif des parcelles louées :

- La convention d'occupation du 30 décembre 2009 comprend les parcelles cadastrées suivantes :

SN 4 (124 347 m<sup>2</sup>) - SO 7 (21 259 m<sup>2</sup>) - SP 4 (14 755 m<sup>2</sup>) - SR 6 (5 631 m<sup>2</sup>) - SS 9 (5 529 m<sup>2</sup>) - SS 12 (1 759 m<sup>2</sup>) - ST 4 (72 600 m<sup>2</sup>) - ST 5 (53 513 m<sup>2</sup>).

Cette convention qui a été consentie pour une durée de 2 ans a pris fin au 31/12/2011.

- La convention du 18 mai 2011 comprend les parcelles cadastrées suivantes :

ST 6 (43 109 m<sup>2</sup>) ; ST 7 (36 721 m<sup>2</sup>) ; SW 10 (7 040 m<sup>2</sup>) ; SW 22 (456 m<sup>2</sup>).

Cette convention a été conclue pour une durée de 2 ans jusqu'au 31/12/2012.

Les premiers aménagements qui concernent le dédoublement de l'autoroute conduisent la Ville de Montpellier dès octobre 2012, à un changement de destination et donc à la fin de la vocation agricole pour 6 parcelles suivantes louées par convention du 30 décembre 2009 et du 18 mai 2011 :

ST4 (72 600 m<sup>2</sup>) - ST5 (53 513 m<sup>2</sup>) - ST6 (43 109 m<sup>2</sup>) - ST7 (36 721 m<sup>2</sup>) - SP4 (14 755 m<sup>2</sup>) – SN4 (124 347 m<sup>2</sup>)

Superficie totale: 345 045 m<sup>2</sup>

Ces parcelles ne pourront plus être cultivées et seront libre de toute occupation au 30 septembre 2012.

Dans l'attente de la réalisation de ces futurs travaux mais aussi des autres projets d'aménagements urbanistiques et afin de ne pas laisser les terrains à l'état de friches, la Ville de Montpellier a décidé en application de l'article L.411-2 du Code rural de consentir une nouvelle convention d'occupation précaire.

Messieurs Alphonse TEJEDOR et Antoine TEJEDOR cogérants du GAEC « La Rosée » ont exprimé le souhait de se voir confier l'exploitation de ces terres dans le cadre d'une nouvelle convention regroupant les parcelles issues des conventions de location du 30 décembre 2009 et du 18 mai 2011 devenues sans effet.

Dans le cadre de la nouvelle convention il a donc été convenu et arrêté ce qui suit :

#### **Article 1 : Désignation des lieux**

La Ville de Montpellier met à la disposition de Messieurs Alphonse TEJEDOR et Antoine TEJEDOR cogérants du GAEC « La Rosée », 12 parcelles de terrain situées aux lieux dits « La Cavallade » « Font de la Blanquière » et rue de la Mejanelle 34000 Montpellier.

#### **Article 2 : Disposition concernant les parcelles louées**

Les parcelles louées du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2012 sont d'une superficie totale de 345 045 m<sup>2</sup> cadastrées :

ST 6	43 109 m <sup>2</sup>
ST 7	36 721 m <sup>2</sup>
SN 4	124 347 m <sup>2</sup>
SP 4	14 755 m <sup>2</sup>
ST 4	72 600 m <sup>2</sup>
ST 5	53 513 m <sup>2</sup>
-----	
345 045 m <sup>2</sup> (34. 5045 ha)	

Les parcelles louées du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2013 sont d'une superficie totale de 41 674 m<sup>2</sup>, cadastrées :

SW 10	7 040 m <sup>2</sup>
SW 22	456 m <sup>2</sup>
S0 7	21 259 m <sup>2</sup>
SR 6	5 631 m <sup>2</sup>
SS 9	5 529 m <sup>2</sup>
SS 12	1 759 m <sup>2</sup>
-----	
41 674 m <sup>2</sup> (4. 1674 ha)	

La location des parcelles ci dessus désignées est liée à un usage strictement agricole.



En bordure de la parcelle SW 10 et ST 7, longeant la rue de la Mejanelle se trouve une oliveraie dont l'entretien et l'exploitation sont confiés à Messieurs TEJEDOR qui en assureront tous les frais sans que la Ville ait à intervenir.

### **Article 3 : Durée et renouvellement**

La présente convention d'occupation est consentie comme suit :

une durée de 9 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 jusqu'au 30 septembre 2012 pour les parcelles ST6 – ST7 – SN4 – SP4 – ST4 – ST5 (superficie totale 34.5045 ha)

une durée de 2 ans du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2013 pour les parcelles SW10 – SW22 – SO7 – SR6 – SS9 – SS12 (superficie totale 4.1674 ha)

Cette location est conclue par dérogation à toutes les dispositions administratives de fermage ou de métayage, Les Preneurs attestant avoir connaissance de l'exclusion du régime des baux ruraux, civils ou commerciaux, notamment de l'exclusion de tout droit à renouvellement à l'échéance de présente convention.

A l'expiration de la convention, aucune indemnité ne sera due par le propriétaire à raison d'améliorations qui auront pu être apportées au fonds par les Preneurs.

### **Article 4 : Conditions et obligations**

Les Preneurs conserveront les terrains mis à disposition en bon état d'entretien et de culture.

Ils cureront et entretiendront les fossés et accotements conformément aux besoins, aux usages et aux règlements et généralement il fera tous travaux de culture et d'assainissement à ses frais.

Les Preneurs pourront utiliser les chemins existants sans les élargir ni les dégrader. Ils éviteront notamment les passages d'engins en période de pluie.

Ils effectueront immédiatement les remises en état des dégâts qu'ils auront causés.

Les Preneurs supporteront toutes les servitudes passives afférentes ou occultes, continues ou discontinues pouvant grever les terrains mis à disposition et profitera en retour de celles actives, s'il en existe, à ses risques et périls sans recours contre le propriétaire.

Les Preneurs feront en sorte de ne gêner en aucune sorte l'accès des parcelles avoisinantes.

Les Preneurs s'interdisent toute façon culturale, forage ou traitement phytosanitaires qui pourraient entraîner un risque de pollution des puits, des nappes souterraines ou de dégradations des boisements environnants.

Les Preneurs ne sont pas autorisés à construire des bâtiments, même à titre provisoire, ou à installer des abris mobiles sur l'emprise des terrains.

Toute sous location est interdite.

### **Article 5 : Conditions particulières**

Sur les parcelles du présent bail, existe, tel qu'il a été consenti verbalement par l'ancien propriétaire, Monsieur François THUILE, un droit de chasse à la société de chasse dénommée « Syndicat de chasse de Méjanelle ». La Ville de Montpellier ne pourra être tenue pour responsable des dégâts occasionnés, quels qu'ils soient, par la pratique de cette activité.

## **Article 6 : Servitude**

La parcelle cadastrée SW 13, propriété de la Ville de Montpellier, est alimentée en eau par un puits situé sur la parcelle cadastrée ST 6 concernée par le présent contrat.

Sur la parcelle ST 6 se trouve un local technique du puits, la pompe de relevage et des canalisations reliant le puits au réservoir situé sur la parcelle cadastrée SW 9.

Les Preneurs s'obligent à ne pas interrompre le bon fonctionnement du puits, de son installation de pompage, des canalisations, du réservoir situé dans le parc cadastré SW 9 et de l'alimentation électrique de l'installation de pompage.

Cette servitude cessera au 30 septembre 2012, date de la fin de location de la parcelle ST6 concernée par les travaux d'aménagement de dédoublement l'autoroute.

## **Article 7 : Résiliation**

La résiliation de la présente convention pourra intervenir en cas d'inexécution de l'une des conditions et charges de la présente convention dans un délai de un mois après mise en demeure restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention pourra en outre intervenir avant l'échéance par simple lettre recommandée avec AR et sans que la Ville de Montpellier n'ait à justifier de sa décision. Cette résiliation sera sans indemnité et prendra effet dès l'enlèvement des récoltes pendantes existantes à la notification de la résiliation.

## **Article 8 : Redevance annuelle**

Pour 2012 la redevance annuelle s'élèvera à un montant de **5 229,16 euros** (soit 174,04 € par hectare selon l'arrêté préfectoral DDTM 34 – 2011 – 10 - 01651 du 13 octobre 2011 fixant le prix des terres par nature de cultures et catégories de terre du 1<sup>er</sup> octobre 2011 au 30 septembre 2012).

Le calcul s'établit comme suit :

1) 6 parcelles louées du 1/01 au 30/09/2012 - superficie 34.5045 ha

34.5045 ha x 174,04 € = 6005,16 €

6005,16 € x 9 mois d'occupation = **4 503,87 €**  
12 mois

2 ) 6 parcelles louées du 1/01/2012 au 31/12/2013 – superficie 4.1674 ha

4.1674 a x 174,04 € = **725,29 €**

Total des 12 parcelles : 4 503,87 € + 725,29 € = **5 229,16 €**

La redevance sera payable en une fois et d'avance au mois de janvier de chaque année auprès du Trésorier Principal Municipal.

Pour 2013 la redevance portera sur les 6 parcelles d'une superficie de 4.1674 ha et le calcul de son montant sera établi en fonction du prix à l'hectare fixé par le prochain arrêté préfectoral en vigueur fixant à paraître en octobre 2012.

### **Article 9 : Responsabilité**

Les Preneurs assureront pendant toute la durée du contrat, tous ses biens y compris la récolte, de telle sorte que la Ville de Montpellier ne puisse être recherchée en rien pour les risques divers, frais, responsabilité civile, etc. ...

Fait à Montpellier,  
le

Pour Madame Le MAIRE,  
L'Adjoint délégué

Frédéric TSTSONIS

Les Preneurs,

Monsieur Alphonse TEJEDOR  
Monsieur Antoine TEJEDOR  
GAEC « La Rosée »

Conditions acceptées

**BASE DE CANOE KAYAK DE LA VALETTE**  
**Convention de mise à disposition de locaux**  
**Ville de Montpellier / Communauté d'Agglomération**  
**de Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL

**Considérant :**

- que le transfert d'équipements à la Communauté d'Agglomération de Montpellier a modifié les modalités de gestion et d'utilisation de ces équipements ;
- que l'utilisation partielle des équipements par la Ville pour son activité ou ses besoins propres nécessite une mise à disposition par la Communauté d'Agglomération à la Ville de Montpellier d'un bâtiment situé au sein de la base de canoë kayak de la Valette.

**Décide en conséquence :**

- de renouveler avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la convention de mise à disposition à titre gratuit et le remboursement de l'ensemble des coûts d'usage de l'équipement dûment justifié, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 et pour une durée de 3 ans.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 06/02/2012**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Patrick VIGNAL**

**Publiée le : 07/02/2012**

**Notifiée le :**

# **BASE DE CANOE KAYAK DE LA VALETTE**

## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX**

Entre

**LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**,  
représentée par son Président, autorisé à signer la présente convention  
en vertu d'une délibération de la Communauté d'Agglomération en date du 27 octobre 2011,

Ci après dénommée « la Communauté d'Agglomération »  
d'une part,

et

**LA VILLE DE MONTPELLIER**,  
représentée par son Maire, autorisée à signer la présente convention  
en vertu des articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales et d'une  
délibération du conseil municipal en date du  
Ci après dénommée « la Ville »  
d'autre part,

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **EXPOSE DES MOTIFS**

Par délibérations des 18 septembre et 22 octobre 2002, la Communauté d'Agglomération a défini l'intérêt communautaire et précisé les équipements relevant de cette définition devant être transférés. L'inventaire des modalités de gestion et d'utilisation des équipements a mis en évidence l'imbrication de ces équipements avec des équipements communaux (réseaux en communs) mais également une utilisation partielle des équipements par la commune pour son activité ou ses besoins propres.

Afin de faciliter la gestion du transfert d'équipement, il est convenu d'un commun accord avec la Commune de Montpellier du dispositif conventionnel suivant :

Afin de faciliter la gestion du transfert d'équipement, il est convenu d'un commun accord avec la Commune de Montpellier du dispositif conventionnel suivant :

#### ARTICLE 1 OBJET

La présente convention a pour objet de régler les modalités de mise à disposition, au profit de la Ville de Montpellier des locaux désignés à l'article 2.

#### ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MISE A DISPOSITION

La Communauté d'Agglomération met à disposition de la ville de Montpellier **un bâtiment situé au sein de la base de canoë kayak de LA VALETTE**. Cette mise à disposition est justifiée pour permettre aux services d'animation de la ville d'entreposer du matériel et d'y développer des activités dans le cadre de l'animation sportive.

#### ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION

Les parties conviendront des modalités particulières d'utilisation des locaux mis à disposition : conditions et horaires d'accès, remise des clés, contraintes spécifiques.

La Ville est responsable des seuls dommages qui lui seraient imputables causés lors de l'utilisation des locaux mis à sa disposition. Elle s'engage à prendre l'ensemble des assurances nécessaires à couvrir les risques inhérents à cet usage et fournira les justificatifs nécessaires aux services de la Communauté d'Agglomération.

#### ARTICLE 4 : CONDITIONS FINANCIERES

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

La ville de Montpellier, bénéficiaire de la mise à disposition, remboursera à la Communauté d'Agglomération l'ensemble des coûts d'usage de l'équipement dûment justifié.

Le calcul de ces charges sera déterminé d'un commun accord entre les parties en fonction des critères suivants : la superficie, le volume, la durée d'utilisation, le coût d'équipements similaires. Les critères et le montant de cette charge seront arrêtés annuellement au moment de la facturation établie par la Communauté d'Agglomération.

#### ARTICLE 5 : DUREE, MODALITES DE RESILIATION

La présente convention est établie à compter du 01 janvier 2012 et pour une durée de trois ans. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois avant la date d'échéance de la convention.

Fait à Montpellier le

Fait à Montpellier le

Lu et approuvé

Lu et approuvé

**CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE**  
**Convention de partage des coûts d'électricité**  
**Ville de Montpellier / Communauté d'Agglomération**  
**de Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- que le transfert d'équipements à la Communauté d'Agglomération de Montpellier a modifié les modalités de gestion et d'utilisation de ces équipements ;
- que l'utilisation partielle des équipements par la Ville pour son activité ou ses besoins propres nécessite une convention pour le partage des coûts d'électricité en l'absence de réseau d'électricité distinct entre la Centre Nautique Neptune transféré à l'Agglomération et les terrains de tennis adjacents (propriété de la Ville).

**Décide en conséquence :**

- de renouveler avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la convention de partage des charges d'électricité du fait de l'absence de réseaux séparés, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 et pour une durée de 3 ans.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 06/02/2012**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Patrick VIGNAL**

**Publiée le : 07/02/2012**

**Notifiée le :**

# **CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE**

## **CONVENTION DE PARTAGE DES COUTS D' ELECTRICITE**

Entre

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER,  
représentée par son Président, autorisé à signer la présente convention  
en vertu d'une délibération de la Communauté d'Agglomération en date du 27 octobre 2011,

Ci après dénommée « la Communauté d'Agglomération »  
d'une part,

et

LA VILLE DE MONTPELLIER,  
représentée par son Maire, autorisée à signer la présente convention  
en vertu des articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales et d'une  
délibération du conseil municipal en date du

Ci après dénommée « la Ville »  
d'autre part,

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUI'T :**

### **EXPOSE DES MOTIFS**

Par délibérations des 18 septembre et 22 octobre 2002, la Communauté d'Agglomération a défini l'intérêt communautaire et précisé les équipements relevant de cette définition devant être transférés. L'inventaire des modalités de gestion et d'utilisation des équipements a mis en évidence l'imbrication de ces équipements avec des équipements communaux (réseaux en communs) mais également une utilisation partielle des équipements par la commune pour son activité ou ses besoins propres.

Afin de faciliter la gestion du transfert d'équipement, il est convenu d'un commun accord avec la Commune de Montpellier du dispositif conventionnel suivant :

MLM



#### ARTICLE 1 OBJET

---

La présente convention a pour objet de régler les modalités de répartition des coûts qui résultent de l'absence de réseaux de fluides séparés entre le Centre Nautique et les installations municipales de tennis.

#### ARTICLE 2 : CONTENU DE LA CONVENTION

---

En l'absence de réseau d'électricité distinct entre le centre nautique Neptune transféré à l'Agglomération et les terrains de tennis adjacents (propriété de la Ville), la Communauté d'Agglomération prend directement en charge les dépenses d'électricité et en refacture une partie du coût à la ville.

#### ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES

---

La ville de Montpellier, bénéficiaire de ce dispositif, remboursera à la Communauté d'Agglomération l'ensemble des coûts engendré par le fonctionnement de ses propres équipements.

Le calcul de ces charges sera déterminé d'un commun accord entre les parties en fonction des critères suivants : la superficie, le volume, la durée d'utilisation, le coût d'équipements similaires. Les critères et le montant de cette charge seront arrêtés annuellement au moment de la facturation établie par la Communauté d'Agglomération.

#### ARTICLE 4 : DUREE, MODALITES DE RESILIATION

---

La présente convention est établie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 et pour une durée de trois ans. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois avant la date d'échéance de la convention.

Fait à Montpellier le

Fait à Montpellier le

Lu et approuvé

Lu et approuvé

Le Président de la Communauté d'Agglomération,

Le Maire,

**Convention de mise à disposition de réseaux dans le  
complexe sportif Léon Cazals entre  
la Ville de Montpellier et la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- que la Communauté d'Agglomération de Montpellier a procédé à l'acquisition de la piscine Nakache sise à l'intérieur du complexe sportif Léon Cazals, propriété de la Ville de Montpellier,
- que les réseaux de la piscine sont en communs avec les réseaux communaux, et qu'il y a donc lieu de définir les modalités de répartition des coûts.

**Décide en conséquence :**

- de renouveler avec la communauté d'agglomération de Montpellier, la convention de partage des charges d'électricité et de chauffage, du fait de réseaux en communs, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 et pour une durée de 3 ans.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 06/02/2012**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Patrick VIGNAL**

**Publiée le : 07/02/2012**

**Notifiée le :**

*ml6*

# **Piscine Alfred Nakache**

## **CONVENTION DE PARTAGE DES COÛTS**

ENTRE

**LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER,**  
représentée par son Président, autorisé à signer la présente convention  
en vertu d'une délibération en date du 27 novembre 2008.

Ci après dénommée « la Communauté d'Agglomération »  
d'une part,

et

**LA VILLE DE MONTPELLIER,**  
représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention

Ci après dénommée « la ville »  
d'autre part,

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**

---

### **EXPOSE DES MOTIFS**

Par délibération n° 5206 en date du 27 juin 2003, la Communauté d'Agglomération a procédé à l'acquisition de la piscine Alfred Nakache (ASPTT), sise à l'intérieur du complexe sportif Léon Cazals acheté par la Ville de Montpellier. L'inventaire des modalités de gestion et d'utilisation des équipements a mis en évidence l'imbrication de la piscine avec des équipements communaux (réseaux en communs).

Il convient donc de définir les modalités de répartition des coûts.

## **ARTICLE 1 OBJET**

---

La présente convention a pour objet de régler les modalités de répartition des coûts qui pourraient résulter de cet usage, mais également de ceux résultant de l'absence de réseaux de fluides séparés.

## **ARTICLE 2 : CONDITIONS D'UTILISATION**

---

Les parties gèrent de manière autonome les espaces dont elles ont la responsabilité et dont les usages n'interfèrent pas sur le fonctionnement de l'autre équipement.

## **ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

---

Un partage des charges de chauffage sera calculé pour le gymnase et les salles qui sont alimentés par la chaufferie de la piscine.

Il en sera de même pour l'électricité.

La ville de Montpellier, remboursera l'ensemble des coûts d'usage de l'équipement dûment justifié. Elle remboursera à la Communauté d'Agglomération les charges relevant de la gestion de ses équipements.

Le calcul de ces charges est déterminé en fonction des critères suivants : la superficie, le volume, le nombre d'usagers, la durée d'utilisation, le coût d'installations similaires. Le montant de ces charges sera arrêté annuellement au moment de la facturation établie par la Communauté d'Agglomération.

## **ARTICLE 4 : DUREE, MODALITES DE RESILIATION**

---

La présente convention est établie à compter du 01 janvier 2012 et pour une durée de trois ans. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois avant la date d'échéance de la convention.

Fait à Montpellier le

Lu et approuvé

Le Président de la Communauté  
d'Agglomération

Fait à Montpellier le

Lu et approuvé

Le Maire

1148

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Maintenance des Equipements Informatiques  
des Ecoles et des Maisons pour Tous**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier doit veiller à la maintenance des équipements informatiques de 116 écoles (58 élémentaires, 58 maternelles) ainsi que ceux des 26 sites « Maisons pour tous » ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 22 novembre 2011, la société ORDISYS pour le Lot 1 et la société MEDIATISSE pour le Lot 2 ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses ;

**Décide en conséquence :**

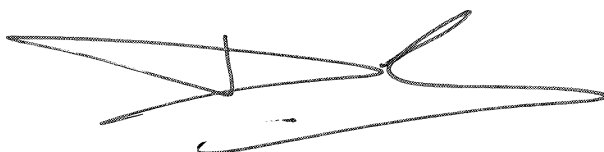
- D'attribuer les marchés précités pour une durée d'un an reconductible trois fois à compter de la date de notification du marché :
  - pour le Lot 1 « Maintenance des équipements des Ecoles » à la société ORDISYS sise 145 rue Michel Debré – 30900 Nîmes, pour un montant annuel estimé de 1 500 € HT,
  - pour le Lot 2 « Maintenance des équipements des Maisons pour Tous » à la société MEDIATISSE sise 1 bis avenue Ronzier Joly – 34800 Clermont l'Hérault, pour un montant annuel estimé de 3 000 € HT ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2012 et suivants de la Direction des Systèmes d'Information – CRB 70000.

Montpellier, le 06/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/02/2012

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée  
Travaux d'aménagement du carrefour Nobel / Einstein**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2178 du 2 septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Philippe THINES Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de procéder aux travaux d'aménagement du carrefour Nobel / Einstein ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées dans le cadre d'un marché à procédure adaptée, en date du 1<sup>er</sup> décembre 2011 conformément à l'article 28 du code des marchés publics, les entreprises COLAS MIDI MEDITERRANEE - ZI de la Lauze – 10 rue St Exupéry - 34430 Saint Jean de Védas ( lot 1 voirie) et SOTEM – ZI de la Lauze – 27 rue Jean Mermoz- 34430 Saint Jean de Védas (lot 2 régulation trafic) ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 1M661.2391 à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE pour un montant de 109 464,37 € HT pour le lot 1 voirie ;
- D'attribuer le marché n°1M661.2391 à l'entreprise SOTEM pour un montant de 38 729,58 € HT pour le lot 2 régulation trafic ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la ville.  
Nature : 2315 Fonction : 908221 Opération : 11D05772

Montpellier, le 02/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe THINES

Publiée le : 03/02/2012  
Notifiée le :

**92 Place Fourier**  
**Contrat de location**  
**ACM Office Public de l'Habitat de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier/Ville de Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2181/T/R du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- que la Ville de Montpellier recherche dans ce quartier un local associatif pour l'aménagement d'une salle de boxe ;
- que ACM Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose un local d'une superficie de 143 m<sup>2</sup> situé, Résidence Val de Croze VII, 92 place Fourier, 34070 Montpellier ;
- que la location est proposée pour une durée de 1 an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, moyennant un loyer de 1003,34 € HT charges locatives en sus ;

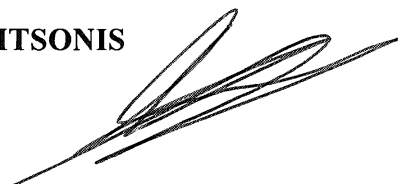
**Décide en conséquence :**

- de conclure avec ACM Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, un contrat de location de un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, renouvelable tacitement à l'issue de chaque période annuelle sans que la durée n'excède 12 ans ;
- que cette location est consentie moyennant un loyer annuel de 1003,34 € HT charges locatives en sus ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- que le contrat de location sera annexé à la présente décision ;

Montpellier, le 02/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 03/02/2012  
Notifiée le :





## CONTRAT DE LOCATION

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

**L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**, dont le Siège Social est sis à Montpellier, 407, avenue du Professeur E. ANTONELLI, représenté par sa Directrice Générale, **Madame Claudine FRÊCHE**, domiciliée es qualités audit siège, spécialement habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommé "**le BAILLEUR**"

**D'UNE PART**

ET :

**La Ville de Montpellier** dont le siège est situé à la Mairie de Montpellier 1, Place Georges FRECHE représentée par son Maire, **Madame Hélène MANDROUX**

ci-après dénommé(e) "**le PRENEUR**"

**D'AUTRE PART**

### IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTE CE QUI SUIT :

La présente location est soumise aux dispositions de l'article 57a de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et, pour le surplus, au Code Civil. Elle est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes, que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

### DÉSIGNATION

**Un local de 143 m<sup>2</sup> environ (référence ACM - UG : 023126) sis Résidence VAL DE CROZE VII, 92, Place FOURNIER - 34070 MONTPELLIER**

Tels que lesdits biens existent dans leur état actuel, le preneur déclarant les biens connaître pour les avoir visités en vue du présent bail.

### DESTINATIONS DES LIEUX LOUÉS

Les lieux loués devront servir exclusivement à l'activité de :

**Local Associatif - Salle de boxe**

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

407, avenue du Prof. E. Antonelli - CS 15590 - 34074 MONTPELLIER Cedex 3 - Station Tramway - MOULARES - Tél. : 04 99 52 75 00 - Fax : 04 67 22 15 50  
R.C. Montpellier B 351 808 977 - Siret 351 808 977 00034 - Code APE 6820 A - N° TVA Intracommunautaire FR13351808977  
Site internet : [www.oph-montpellier-agglo.fr](http://www.oph-montpellier-agglo.fr)

152





## DURÉE

La présente location est consentie et acceptée pour une **durée d'un an**, pour une période commençant le **1<sup>er</sup> janvier 2012** pour se terminer le **31 décembre 2012**.

Elle pourra être prolongée par tacite reconduction à l'issue de chaque période annuelle.

La partie qui voudra mettre fin au bail dans l'un ou l'autre des cas ci-dessus prévus devra donner congé à l'autre par lettre recommandée avec AR, **au moins 3 mois avant l'expiration de la période en cours**.

## ÉTAT DES LIEUX

Des travaux doivent préalablement être effectués par ACM (fermeture du passage pour agrandissement du local jusqu'à la superficie de 143 m<sup>2</sup>).

- Un état des lieux, sera dressé à l'issue de ces travaux contradictoirement entre les parties, aux frais du preneur ; à défaut le preneur sera réputé avoir reçu les lieux en parfait état. Le bailleur, du fait de la spécificité des locaux livrés n'aura aucune prestation complémentaire à effectuer, et ceci tout au long de la durée du bail. **Seules sont à charge du bailleur les grosses réparations définies par référence à l'article 606 du Code Civil.**

## ENTRETIEN ET RÉPARATIONS

- **Le local est loué " en l'état " ;** le preneur affirme avoir reconnu les lieux et dégager l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER de toute responsabilité en cas de non-fonctionnement des équipements pouvant être présents sur les lieux.

Toutes les réparations, travaux divers à réaliser dans le local objet des présentes seront à la charge, du preneur. **Le preneur devra, par ailleurs, faire son affaire de tous les contrats d'entretien nécessaires à la maintenance, au remplacement des équipements et installations (appareils de chauffage, ballons d'eau chaude, climatiseurs....) en place ou à venir. Le bailleur ne saurait, ainsi, être appelé dans le cadre de l'article 1755 du Code Civil.**

- **Il devra entretenir en bon état les canalisations intérieures, les robinets d'eau, les canalisations et appareillages électriques ou de gaz et prendre tous contrat de maintenance pour assurer le dit bon entretien.**

- Il devra faire ramoner, à ses frais, aussi souvent qu'il sera nécessaire ou prescrit par les règlements administratifs, les cheminées ou conduits de fumée, et faire entretenir régulièrement, et au moins une fois par an, tous les appareillages et installations diverses pouvant exister dans les lieux loués.

- Le preneur tiendra les lieux loués de façon constante en parfait état de réparations locatives et de menu entretien au sens de l'article 1754 du Code Civil et de l'article 605 du Code Civil, le bailleur s'obligeant de son côté à exécuter et prendre en charge les grosses réparations visées à l'article 606 du Code civil.

- Quant aux réparations et remplacements autres que celles énumérées aux articles 606 et 1754 du Code Civil, elles seront faites du consentement et sous l'autorité du bailleur, mais le preneur en supportera la charge financière sous forme de complément de loyer.



Si de telles réparations deviennent nécessaires au cours du bail le preneur sera tenu d'en informer le bailleur.

En cas de refus du bailleur de faire exécuter les travaux lui incombant à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la sommation faite par huissier et rappelant la présente clause, le preneur pourra se faire autoriser par le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de situation des biens, statuant en référé, à procéder lui-même à l'exécution desdites réparations.

En toute hypothèse, le preneur ne pourra prétendre à aucune indemnité ni réduction de loyer, la durée des travaux, quelle que soit leur nature, excédât-elle quarante jours.

Le preneur, spécifié qu'il est, s'il entre dans des locaux bruts de béton, renonce à exiger tous travaux de transformation, de mise en sécurité de quelque nature que ce soit de la part du bailleur.

### **AMÉLIORATIONS**

**Le preneur supportera la charge de toutes les transformations ou améliorations nécessitées par l'exercice de son activité.**

Il ne pourra toutefois faire dans lieux loués, sans l'autorisation expresse et par écrit du bailleur, aucune démolition, aucun percement de mur ou de cloison, aucun changement de distribution, ni aucune surélévation ; ces travaux, s'ils sont autorisés, auront lieu sous la surveillance de l'architecte du bailleur dont les honoraires seront à la charge du preneur.

Les travaux de transformation ou d'amélioration qui seront faits par le preneur, avec ou sans l'autorisation du bailleur, ne donneront pas lieu de la part du bailleur à une quelconque indemnisation au profit du preneur.

**En toute hypothèse, le preneur ne pourra, en fin de jouissance, reprendre aucun élément ou matériel qu'il aura incorporé aux biens loués à l'occasion d'une amélioration ou d'un embellissement.**

### **CONSTRUCTIONS**

**Le preneur ne pourra édifier sur lieux loués aucune construction nouvelle sans l'autorisation expresse et par écrit du bailleur.**

En cas d'autorisation, les travaux auront lieu sous la surveillance de l'architecte du bailleur dont les honoraires seront à la charge du preneur.

Toute construction nouvelle qui serait faite par le preneur, deviendra la propriété du bailleur en fin de bail, sans indemnité.

### **AUTORISATIONS D'EFFECTUER DES TRAVAUX**

Les travaux de percements des murs, planchers, modification des devantures, changement dans la



distribution des lieux loués doivent, sous peine de résiliation de plein droit du bail et d'obligation, par le preneur, de remise en l'état à l'identique, **être soumis à l'autorisation préalable écrite du bailleur.**

### **OCCUPATION ET JOUISSANCE**

Il s'engage à **user les locaux loués “ en bon père de famille ”** et dans le respect des règlements sanitaires, d'hygiène, de sécurité, de salubrité, de police ou de voirie, étant rappelé que **l'activité s'exerce dans un environnement de logements privés et d'activités commerciales, et s'inscrit dans le respect de la quiétude des dits occupants.** **Deux plaintes consécutives pour nuisances, formulées dans les dispositions légales par un groupement d'occupants, même non constitué, auprès du bailleur, entraîneront la résiliation de plein droit du bail.**

**Il s'engage à tenir les lieux loués constamment garnis de meubles et objets mobiliers** en quantité et en valeur suffisante pour répondre du paiement des loyers et des charges et de l'exécution de toutes les conditions du présent contrat.

Il devra satisfaire à toutes les charges de ville et règlements sanitaires, de voirie, d'hygiène, de sécurité, de salubrité ou de police, ainsi qu'à celles qui pourraient être imposées par tous les plans d'urbanisme ou d'aménagement, de manière que le bailleur ne puisse jamais être inquiété ou recherché à ce sujet.

Il ne pourra rien faire ni laisser faire qui puisse détériorer les lieux loués de devra sous peine d'être personnellement responsable prévenir le bailleur sans retard et par écrit de tout atteinte qui serait portée à sa propriété et toutes dégradations et détériorations qui viendraient à être causées ou à se produire aux biens loués et qui rendraient nécessaires des travaux incombant au bailleur.

**Il s'engage à exercer dans les locaux loués l'activité associative prévue, au plus tard, dans un délai de un mois à compter du début du bail.**

**Il s'engage pareillement à y exercer ladite activité, sans interruption,** étant rappelé que le non-respect de ces dispositions est une cause de résiliation de plein droit du bail.

- Le locataire devra acquitter exactement toutes les contributions personnelles et mobilières et satisfaire à toutes les charges de ville et de police dont les locataires sont ordinairement tenus, de manière que le bailleur ne soit point inquiété ni recherché à ce sujet.

- Il devra se conformer aux usages en vigueur, aux règlements de police, au règlement de copropriété de l'immeuble ainsi qu'à tout règlement intérieur. Il devra détenir toutes les autorisations administratives pour y exercer son activité dont il devra fournir une attestation au bailleur à la demande de ce dernier.

**- Il devra veiller à ce que la tranquillité de l'immeuble ne soit troublée en aucune manière, par son fait ou les adhérents et visiteurs ou les personnes de son service.**

Il s'engage de même à **apposer une enseigne ou plaque, sans interruption,** signalant sa Raison Sociale, la nature de son activité, ses heures d'ouvertures. Cette plaque ou enseigne devra s'inscrire pour sa totalité dans la partie de façade du local loué sans pouvoir en déborder. Le Preneur s'engage



à la dépose de cette plaque ou enseigne à son départ et à la remise en état de la partie de façade concernée.

- Il ne pourra rien déposer sur les appuis de fenêtres, balcons et ouvertures quelconques qui puisse présenter un danger pour les autres occupants de l'immeuble ou leur occasionner une gêne ou nuire à l'aspect de l'immeuble.
- Il ne devra déposer aucun objet ou paquet ou effet mobilier et ne faire aucun déballage dans les parties communes.
- Il ne devra faire stationner, à aucune heure du jour ou de la nuit, dans la cour où sous la voûte d'entrée, aucun véhicule sans autorisation expresse et par écrit du bailleur.
- Il devra donner accès, dans les lieux loués : au bailleur, à ses représentants, à leurs architectes ou entrepreneurs, aussi souvent qu'il sera nécessaire.
- en cas d'existence ou d'installation d'antennes de radiotélévision collectives, il devra se brancher sur ces installations collectives en supportant les frais de branchement et de prestation annuelle d'entretien.
- en cas de vente des lieux loués ou en cas de congé donné ou reçu, il devra dans les trois derniers mois de la location, souffrir l'apposition de panneaux et laisser visiter les lieux, tous les jours sauf dimanches et fêtes de 9 H à 12 H et de 14 H à 18 H.

### **HEURES D'OUVERTURES**

Le preneur s'engage à ne pas dépasser les heures d'ouvertures ci-après :

**Du lundi au dimanche de 8H00 à 20H00.**

**A défaut de l'exécution parfaite par le preneur, ses obligations, l'autorisation est résiliée de plein droit un mois après l'émission d'un commandement d'exécuter resté infructueux, reproduisant cette clause avec volonté d'en user, sans qu'il soit besoin d'autre formalité.**

### **CESSION ET SOUS-LOCATION**

**Le preneur ne pourra sous-louer en tout ou en partie les biens loués sans l'autorisation expresse et écrite du bailleur. Il s'interdit de toute éventuelle cession de son droit à location. Le présent contrat n'est pas soumis aux dispositions des articles L 145-1 et suivants du Code du Commerce et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale pour le Preneur.**

### **CHARGES**

Les parties conviennent que le locataire devra acquitter les charges et prestations mises à sa charge par la loi, l'usage des lieux, le règlement de copropriété et la présente convention, notamment :

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

**- impôts et taxes :**

- . taxes d'enlèvement des ordures ménagères,
- . taxe de balayage,
- . taxe à la valeur ajoutée,
- . tous impôts, taxes et redevance existant ou à créer qui sont à la charge du locataire.

**- prestations et fournitures :**

- . salaires du concierge, gardiens, superviseurs techniques...,
- . charges sociales ou fiscales afférentes à ce salaire,
- . dépenses relatives à l'éclairage des parties communes,
- . dépenses relatives à l'entretien des parties communes,
- . frais de pose et nettoyage des tapis,
- . dépenses relatives au fonctionnement et à l'entretien des ascenseurs et monte-charge,
- . dépenses relatives au fonctionnement et à l'entretien des Interphones,
- . dépenses relatives à l'entretien des jardins et espaces verts,
- . dépenses relatives à la consommation d'eau froide et chaude (s'il y a lieu), à la location et l'entretien des compteurs, etc.....

**Le paiement des charges, taxes, prestations et fournitures s'effectuera par acompte mensuel suivant les consommations réelles constatées sur l'année N-1. Le décompte des charges sera régularisé annuellement au moment de l'établissement des comptes.**

En outre, il est expressément prévu que les abonnements de téléphone, E.D.F., ... seront mis au nom du locataire qui devra en supporter les frais et devra régler directement les dépenses y afférentes.

### **RESPONSABILITÉ ET RECOURS**

**Le locataire devra faire assurer convenablement contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, les dégradations de son mobilier, ainsi que le recours des voisins et les risques locatifs** ainsi que les risques inhérents à son activité, par une compagnie notoirement solvable et justifier de cette assurance et du paiement des primes, à toute demande du bailleur.

- il devra déclarer immédiatement à la compagnie d'assurances et en informer en même temps le propriétaire, tout sinistre ou dégradation se produisant dans les lieux loués, sous peine d'être rendu personnellement responsable du défaut de déclaration en temps utile.

- il ne pourra exercer aucun recours contre le bailleur en cas de vol, cambriolage ou acte délictueux dont il pourrait être victime dans les lieux loués et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

### **ASSURANCES**

Le preneur fera son affaire personnelle de tous dommages causés aux aménagements qu'il effectuera dans les locaux donnés à bail, ainsi que ceux causés au mobilier, matériel, marchandises, tous objets lui appartenant ou dont il sera détenteur à quelque titre que ce soit, en renonçant et **faisant renoncer sa ou ses compagnies d'assurances à tous recours contre le bailleur et ses assureurs.**



**Il assurera les risques propres à son exploitation, ses locaux et fermetures auprès d'une compagnie notoirement solvable (incendie, explosion, dégâts des eaux, vol, bris de vitres, détérioration des entrées, fenêtres, rideaux métalliques, etc....). Le justificatif de cette assurance devra être transmis au bailleur dans les dix jours suivant la signature du présent bail.**

Le preneur devra déclarer dans les délais impartis dans le code civil et le code des assurances, à son propre assureur, d'une part, au bailleur, d'autre part, tout sinistre affectant les biens que ce dernier, quelle qu'en soit l'importance et même s'il n'en résulte aucun dégât apparent.

Il fera garantir les conséquences pécuniaires des responsabilités qu'il pourrait encourir à l'égard des voisins et des tiers en général.

Le preneur devra justifier de l'ensemble de ses contrats ou des notes de couverture dans le mois de son entrée en jouissance, et ensuite annuellement par la production de l'acquit des primes.

Dans le cas où les marchandises entreposées entraîneraient par leur nature, pour le bailleur, le paiement d'une surprime d'assurance, celle-ci lui serait remboursée par le preneur.

### **CHARGES PARTICULIÈRES**

**Le preneur prendra à sa charge toutes les réparations de quelque nature qu'elles soient, à l'exception de celles reconnues comme entrant dans le cadre de la garantie décennale et les grosses réparations telles que définies à l'article 606 du Code Civil, ainsi que la taxe foncière sur les propriétés bâties.**

### **VISITE DES LIEUX**

Le preneur devra laisser le bailleur, son architecte, tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux loués pour constater leur état, en présence du preneur.

Il devra laisser visiter les lieux par le bailleur ou d'éventuels locataires en fin de bail ou en cas de résiliation, pendant une période de six mois précédant la date prévue pour son départ; il devra souffrir l'apposition d'écriteaux ou d'affiches aux emplacements convenant au bailleur pendant la même période.

De même, le preneur devra laisser visiter les lieux par d'éventuels acquéreurs, dans l'hypothèse où le bailleur déciderait de mettre le local en vente.

### **LOYER**

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de **1003.34 € HT** (plus TVA, taux en vigueur 19,60%) que le preneur s'obligera à acquitter trimestriellement à terme échu soit 250.83 € + TVA

### **PAIEMENT DU LOYER**

Il est expressément convenu que tout mois de loyer non payé à son échéance, comme toutes charges ou frais non réglés dans les mêmes conditions seront, en vertu de l'article 1226 et suivants du Code Civil, majorés de 10 % au titre de clause pénale avec un minimum de 10 €, et ce, quinze jours après l'envoi, par le bailleur, d'une lettre simple, réclamant le paiement et ce, sans qu'il soit dérogé à la clause résolutoire précédemment énoncée et sans préjudice des dommages et intérêts que le bailleur

pourrait être amené à réclamer en raison de la carence du locataire.

### **INDEXATION DU LOYER**

Les parties exposent que le montant du loyer a été déterminé en prenant pour indice de base l'indice **national du coût de la construction** pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2011, tel qu'il a été établi par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE), lequel indice est de **1593**.

Les parties conviennent expressément que le loyer sera réévalué à l'issue de chaque période (1 an) en fonction de la variation dudit indice et pour la première fois le **1<sup>er</sup> janvier 2013**. En cas de variation à la baisse de cet indice, le loyer restera à son même niveau que précédemment.

### **DÉPÔT DE GARANTIE**

Sans objet.

### **CLAUSE DE RÉSILIATION**

A défaut d'exécution parfaite par le preneur de l'une quelconque, si minime soit-elle, de ses obligations issues du présent contrat, le contrat est résilié de plein droit un mois après l'émission d'un commandement d'exécuter resté infructueux, reproduisant cette clause avec volonté d'en user, sans qu'il soit besoin d'autre formalité.

L'expulsion du preneur est, dans ce cas, obtenue par ordonnance de référé immédiatement exécutoire par provision. Le refus pour le preneur de quitter les lieux au jour de la résiliation, comme d'ailleurs à l'échéance du congé, l'oblige au profit du bailleur à une indemnité d'occupation sans titre par jour de retard, sans préjudice des dommages intérêts.

### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- le bailleur en son domicile
- le preneur dans les lieux loués.

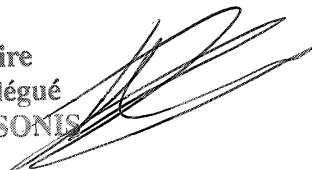
Fait en deux exemplaires

**A Montpellier, le 2 janvier 2012**

**Le preneur**

**Le Maire de Montpellier**

Pour le Maire  
L'Adjoint Délégué  
Frédéric TSITSONIS



**La Directrice Générale de l'ACM**

**Madame Claudine FRECHET**



**Programme d'expositions au Pavillon Populaire  
Commissariat d'expositions 2011-2013  
Convention pour l'année 2012**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la décision 2010/445 du 25 octobre 2010 approuvant le programme d'exposition 2011-2013 au Pavillon Populaire ;
- Vu l'arrêté 2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que le programme 2011-2013 du Pavillon Populaire et le commissariat général de ce lieu d'exposition photographique ont été confiés en 2010 à Monsieur Gilles MORA, éminent spécialiste de la photographie dont les compétences et réseaux professionnels sont unanimement reconnus ;
- Qu'il convient de renouveler l'engagement de la Ville pour l'année 2012 ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics, compte tenu des circonstances, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention de commissariat d'exposition pour l'année 2012 jointe en annexe ;
- De confier cette mission à Monsieur Gilles MORA, pour un montant de 20 000.00 € d'honoraires et 17 000.00 € maximum de frais de déplacement, d'hébergement et de restauration ;
- De dire que des avances sur frais de 3 000 € maximum, justifiables *a posteriori*, pourront être versées en cas de déplacement à l'étranger ;
- De prélever la dépense sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 03/02/2012  
Notifiée le :



## CONVENTION DE COMMISSARIAT D'EXPOSITIONS

### ENTRE LES SOUSSIGNES:

Monsieur Gilles MORA  
Demeurant : 74, Chemin de Franchinet, 47310 BRAX

N° sécurité sociale: 145052456800517

ci-après dénommé (e) " **LE COMMISSAIRE D'EXPOSITION** "

D'UNE PART,

**ET**

**LA VILLE DE MONTPELLIER**

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant *ès-qualités* en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

- Conception d'un programme d'expositions 2011-2013 pour le Pavillon populaire - espace photographique de la Ville de Montpellier
- Réalisation du commissariat général des expositions de cet équipement municipal en 2012
- Commissariat direct de deux expositions,

comme défini dans le cahier des charges joint en annexe au présent contrat.

Expositions prévues pour 2012 :

1 – « *William Eugene Smith: Pittsburgh, le labyrinthe impossible (1955-1956)* ». Du 9 Mars 2012 au 27 Mai 2012.  
Commissariat : Gilles Mora

2 – « *Dites-le avec des fleurs* ». Exposition collective autour du thème du végétal. Du 6 juillet 2012 au 23 Septembre 2012. Vernissage le jeudi 5 juillet 2012. Commissariat : Gilles Mora

3 – « *Le collegium Suisse* ». Exposition collective. Du 19 Octobre 2012 à janvier 2013. Commissaire invité : à définir.

Ces expositions seront présentées au Pavillon Populaire - espace photographique de la Ville de Montpellier, sis Esplanade Charles-De-Gaulle, à Montpellier, de février 2011 à janvier 2012.

MB1

## ARTICLE 2 – MONTANT DU COMMISSARIAT :

L'ORGANISATEUR versera au COMMISSAIRE D'EXPOSITION pour la conception du programme d'expositions 2011-2013, la coordination des expositions 2012 et le commissariat direct de deux expositions du Pavillon Populaire citées ci-dessus, la somme de 20 000 € T.T.C.

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de la Ville pour un montant maximum de 17 000.00 €, sur présentation de justificatifs. En cas de déplacement à l'étranger, une avance sur frais, d'un montant maximum de 3 000.00 € par voyage, pourra être consentie au commissaire d'exposition. Cette avance sera obligatoirement justifiée *a posteriori*. Au cas où les justificatifs présentés ne couvriraient pas le montant de l'avance accordée, la différence sera automatiquement déduite du remboursement de frais suivant.

## ARTICLE 3 - RÉGLEMENT

Premier versement : 8000 € à la signature du contrat – janvier 2012.

Deuxième versement : 6000 € - avril 2012.

Troisième versement : 6000 € - octobre 2012

Compte : N° 00003691344

Agence : BNP PARIBAS

Adresse : 61, avenue Michel Ricard, 47520 Le Passage d'Agen

Les factures, accompagnées du bon de commande, devront être envoyées à l'adresse suivante : Mairie de Montpellier, Département Modernisation, Direction des Finances et du Contrôle de Gestion, 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

## ARTICLE 4 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LE COMMISSAIRE D'EXPOSITION

L'ORGANISATEUR

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué

**Philippe SAUREL**

*MBL*



**Acquisition d'une carte d'abonnement AIR FRANCE  
pour Monsieur le Directeur adjoint du Cabinet, pour  
la période 2012-2013**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

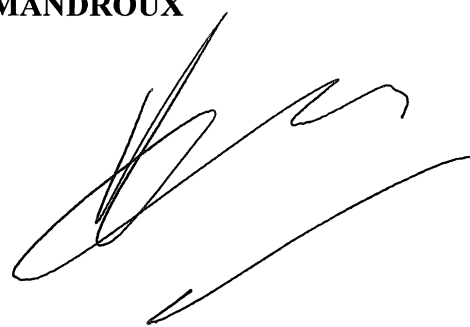
- qu'il convient de passer commande d'une carte d'abonnement permettant de bénéficier de tarifs réduits auprès de la société Air France en faveur de Monsieur le Directeur Adjoint du Cabinet de la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

- d'acquérir cette carte d'abonnement en faveur de Monsieur Daniel ANDERSCH, Directeur Adjoint du Cabinet de la Ville de Montpellier pour une période d'un an à compter du 1<sup>er</sup> février 2012.
- de prélever le montant de la dépense (640 € TTC) sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 920020, nature 6256.

Montpellier, le 06/02/2012

Madame le Maire  
Hélène MANDROUX



Publiée le : 07/02/2012

Notifiée le :

**Acquisition d'une carte d'abonnement AIR FRANCE  
pour Monsieur le Chef de Cabinet Adjoint, pour la  
période 2012-2013**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- qu'il convient de passer commande d'une carte d'abonnement permettant de bénéficier de tarifs réduits auprès de la société Air France en faveur de Monsieur le Chef de Cabinet Adjoint de la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

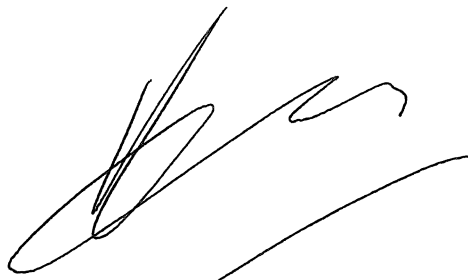
- d'acquérir cette carte d'abonnement en faveur de Monsieur Christophe BOUTET, Chef de Cabinet Adjoint de la Ville de Montpellier, pour une période d'un an à compter du 1<sup>er</sup> février 2012.
- de prélever le montant de la dépense (640 € TTC) sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 920020, nature 6256.

**Montpellier, le 06/02/2012**

**Madame le Maire  
Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 07/02/2012**

**Notifiée le :**



M65



**Acquisition d'une carte d'abonnement AIR FRANCE  
pour Monsieur le Directeur du Cabinet, pour la  
période 2012-2013**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- qu'il convient de passer commande d'une carte d'abonnement permettant de bénéficier de tarifs réduits auprès de la société Air France en faveur de Monsieur le Directeur du Cabinet de la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

- d'acquérir cette carte d'abonnement en faveur de Monsieur Gilles BOULET, Directeur du Cabinet de la Ville de Montpellier pour une période d'un an à compter du 1er février 2012.
- de prélever le montant de la dépense (640 € TTC) sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 920020, nature 6256.

Montpellier, le 06/02/2012

Madame le Maire  
Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012  
Notifiée le :

**Direction de l'Action Territoriale**  
**Création d'une régie de recettes pour la location de  
salles de réunions à la  
Maison de la Démocratie.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 23/01/2012,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**Considérant :**

que dans la perspective de location de salles à la Maison de la Démocratie, il convient de créer une régie de recettes.

**Décide en conséquence :**

Article 1 : Il est instauré une régie de recettes pour l'encaissement des locations de salles de réunions situées à la maison de la Démocratie.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Direction de l'Action Territoriale, 16, rue de la République à Montpellier 34000.

Article 3 : La régie encaisse les produits suivants : la participation des associations et des usagers à la mise à disposition de salles.

Article 4 : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Chèques,
- Espèces.

Article 5 : Un compte de dépôt de fond sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Article 6 : Ce compte permet d'encaisser les recettes prévues à l'article 3.

Article 7 : Le montant maximum de l'encaisse est prévu à 2 000 €.

Article 8 : le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et avant que le maximum de l'encaisse ne soit atteint.

Article 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précité dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

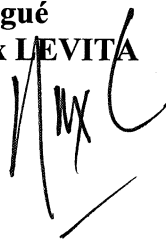
Article 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 06/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Max LEVITA



Publiée le : 07/02/2012

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour l'achat de médicaments et matériels  
vétérinaires pour les animaux du Parc zoologique**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de médicaments et matériels vétérinaires pour les animaux du Parc zoologique de la ville de Montpellier,
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°1M751) conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 22/12/2011, la Pharmacie CHATELETS RICHEMONT, 34070 MONTPELLIER, a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse,

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la Pharmacie CHATELETS RICHEMONT, pour un montant total de commandes compris entre 20 000 € HT et 85 000 € HT, pour une durée allant de la date de sa notification jusqu'au 31/12/2014.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60628, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 02/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 03/02/2012  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Maintenance et prestations logiciel Tivoli  
Storage Manager**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu d'assurer la maintenance du logiciel Tivoli Storage Manager permettant la gestion de la sauvegarde des serveurs de la Ville et de prévoir des prestations complémentaires sur site ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 30 novembre 2011, la société ADDONMAIL a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société ADDONMAIL sise 16 rue Jean-Jacques Rousseau – 92130 Issy-Les-Moulineaux pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, pour un montant de 5 445,98 € HT au titre de la maintenance et un montant maximum de prestations de 9 000 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Direction des Systèmes d'Information – CRB 70000.

Montpellier, le 06/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/02/2012  
Notifiée le :



uto

**1945 avenue de Toulouse**  
**Convention de location**  
**Ville de Montpellier/Société EFFIA Stationnement**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2181/T/R du 1<sup>er</sup> septembre 2001 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- que par délibération du Conseil Municipal en date du 7 février 2011, la Ville de Montpellier a décidé de déléguer le service de fourrière automobile ;
- que par Délibération du Conseil Municipal en date du 7 novembre 2011, la Ville a approuvé la convention de délégation de service public pour la gestion de la fourrière automobile de la Ville de Montpellier avec la Société EFFIA Stationnement ;
- que pour permettre à la Société EFFIA Stationnement d'exécuter sa mission, la convention de délégation de service public prévoit la mise à disposition de biens immobiliers ;
- que la Ville de Montpellier dispose de locaux implantés sur un terrain de 6970 m<sup>2</sup> situé 1945 avenue Toulouse à Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

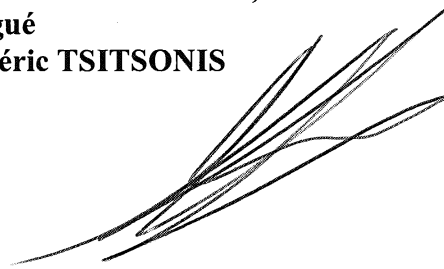
- de conclure avec la Société EFFIA Stationnement, une convention de location pour des locaux implantés sur un terrain de 6970 m<sup>2</sup> comprenant 5 580 m<sup>2</sup> de parking et surface ouverte de stockage, 1200 m<sup>2</sup> de hangar ouvert à usage de stockage, 110 m<sup>2</sup> de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires ;
- que cette convention est consentie pour une durée de 71 mois et cinq jours à compter du 27 janvier 2012 au 31 décembre 2017, moyennant un coût intégré dans la partie forfaitaire fixe de la redevance annuelle, les éléments comptables relatifs à cette redevance et au régime fiscal étant détaillés aux chapitres III et IV de la convention de délégation de service public jointe en annexe ;
- que la Société EFFIA Stationnement prendra à sa charge les frais courants de téléphone, la consommation d'électricité et d'eau des bureaux et communs mis à sa disposition ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

*MA*

- que le contrat de location et la convention de délégation de service public seront annexés à la présente décision ;

Montpellier, le 20/2/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 21/2/2012  
Notifiée le :

# CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par Décision du**

d'autre part,

**La société EFFIA Stationnement**, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 435 272 596 dont le siège social est 20 boulevard Poniatowski 75 012 PARIS , ci-après désigné le délégataire.

## Préambule :

Par Délibération du Conseil Municipal en date du 7 février 2011, la Ville de Montpellier a décidé de déléguer le service de fourrière automobile.

Par Délibération du Conseil Municipal en date du 7 novembre 2011, la Ville a approuvé la convention de délégation de service public pour la gestion de la fourrière automobile de la Ville de Montpellier jointe en annexe.

La convention de délégation de service public prévoit dans son article 33, la mise à disposition de biens immobiliers permettant à la société EFFIA d'exécuter sa mission de délégataire.

Il a donc été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du délégataire les lieux ci-après désignés situés :

1945 avenue de Toulouse  
34070 MONTPELLIER

## Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

### 1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués implantés sur un terrain de 6970 m<sup>2</sup> comprennent :

- 5 580 m<sup>2</sup> de parking et surface ouverte de stockage
- 1 200 m<sup>2</sup> de hangar ouvert à usage de stockage
- 110 m<sup>2</sup> de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour le délégataire.

Le délégataire déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

Sur ce site, des bureaux distincts de ceux du délégataire, comprenant vestiaires et sanitaires, sont aménagés pour l'unité fourrière de la police municipale afin de séparer les deux activités administratives.

MFB

## **1.2 - Destination des lieux**

Le délégataire devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément à la convention de délégation de service public précitée.

## **1.3 - Etat des lieux**

Le délégataire prend les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ;

Un état des lieux sera établi contradictoirement entre les deux parties au début de sa délégation de service public. Il en sera de même lors de la fin de la délégation de service public, qu'elle qu'en soit la cause, à la restitution des lieux.

## **Article 2 : Durée**

La présente convention de location est consentie pour une durée de 71 mois et 5 jours.

Elle prend effet à compter du 27 janvier 2012 au 31 décembre 2017.

Le site est mis à disposition par la Ville de Montpellier pour assurer l'exploitation du service public de fourrière automobile.

A ce titre, lorsque le contrat de délégation de service public de la fourrière perd ses effets soit du fait de son échéance ou de toute autre cause, le délégataire perd tout droit d'usage de ces biens immobiliers.

## **Article 3 : Redevance et charges**

Le coût de la mise à disposition du site est intégré dans la partie forfaitaire fixe de la redevance annuelle.

Les éléments comptables relatifs à cette redevance et au régime fiscal sont détaillés aux chapitres III et IV de la convention de délégation de service public annexée à la présente convention de location.

La redevance s'entend hors tous droits taxes et charges en sus à la charge du preneur.

Le délégataire prendra à sa charge les frais courants de téléphone, la consommation d'électricité et d'eau des bureaux et communs qu'elle occupe.

L'installation de l'unité fourrière de la police municipale et les différentes charges afférentes (téléphone, eau, électricité) sont assumées par la Ville de Montpellier.

## **Article 4 : Obligations**

Le délégataire utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil d'une manière générale, le délégataire ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants du site et le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le délégataire s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le délégataire ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

Le délégataire s'engage plus particulièrement à ce que le sol ne fasse pas l'objet de dépôt de nature à polluer. A défaut, il fera son affaire personnelle, à ses frais exclusifs, des opérations de dépollution des souillures avérées et générées par son activité.

A l'expiration de la présente convention, le délégataire devra laisser les lieux en bon état.

#### Particularité :

Les locaux mis à disposition sont classés en établissement ERP conformément à l'arrêté du 25 juin 1980 modifié : type W (bureaux) 5<sup>ème</sup> catégorie.

Les dispositifs de sécurité devront être entretenus conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Article 5 : Assurances**

Le délégataire doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

#### **Article 6 : Transmission de la convention**

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le délégataire ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

#### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit et sans indemnités, après une mise en demeure motivée par lettre recommandée avec avis de réception ou signification par huissier, restée en tout ou partie infructueuse dans un délai de 15 jours calendaires en cas de méconnaissance par le délégataire de ses obligations (articles 3 à 6 de la présente convention) et/ou en cas de résiliation du contrat de délégation de service public.

#### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le délégataire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
le .....

Pour Madame Le MAIRE,  
L'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS



Le délégataire,  
La Société EFFIA Stationnement



**Passation de l'avenant n°1 au marché de contrôle  
technique pour la construction du groupe scolaire  
Ludwig Van Beethoven - Quartier Croix d'Argent.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de passer un avenant au marché de contrôle technique dans le cadre de la construction du groupe scolaire Ludwig Van Beethoven (Les Grisettes), quartier Croix d'Argent ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 13 octobre 2011, l'entreprise Bureau Veritas, sise Immeuble l'Optimum, 451 rue Denis Papin – 34070 Montpellier, a présenté une nouvelle décomposition de prix ;

**Décide en conséquence :**

- De passer l'avenant n° 1 au marché n° 0 M 1051 de contrôle technique à l'entreprise Bureau Veritas pour une nouvelle décomposition des prix sans changement du montant initial de 37 940,00 €
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville,
- Section : Investissement - Programme : 10173 - Opération : 04D00203 - Fonction : 90211 - Nature : 2313
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué, à signer l'avenant n° 1 avec la société titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 31/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 01/02/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour la mise à jour du modèle 3D urbain par  
stéréorestitution**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté N° 2009/39 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE adjoint délégué ;

**Considérant :**

- la nécessité de compléter et d'actualiser avec les clichés de mars 2011 la maquette numérique de Montpellier initialement réalisée à partir des prises de vue de mars 2004 et mars 2008,
- qu'à la suite d'une consultation publique en date du 15 décembre 2011, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, le cabinet de Géomètres Experts Guelle & Fuchs sis à Forbach (57) a soumis l'offre économiquement et techniquement la plus avantageuse.

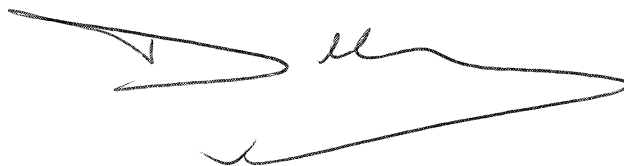
**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité au cabinet de Géomètres experts Guelle & Fuchs pour un montant de 19200€ HT ( 22963,20 € TTC),
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, programme SIGMA, nature : 205, fonction : 900201.

Montpellier, le 09/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/02/2012  
Notifiée le :



**Passation de l'avenant n° 1 au marché de coordination  
SSI - Groupe scolaire Ludwig Van Beethoven**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de modifier le phasage et le planning de livraison de la mission de coordination SSI dans le cadre de la construction du groupe scolaire Ludwig Van Beethoven (Les Grisettes), quartier Croix d'Argent;
- Que l'entreprise SSICCOOR, titulaire du marché 1M134, sise Immeuble Le Louisiane, 10 chaussée Jules César – 95526 Cergy Pontoise, a présenté un nouveau phasage, un nouveau planning de livraison et nouvelle répartition des prix sans modification de ceux-ci;

**Décide en conséquence :**

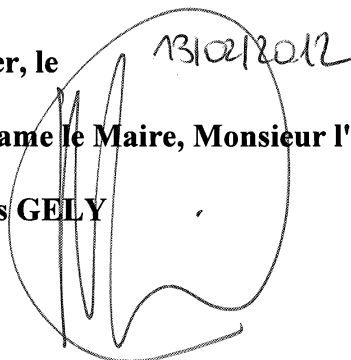
- De passer l'avenant n° 1 au marché n° 1M134 de coordination SSI à l'entreprise SSICCOR modifiant le phasage et le planning de livraison et conservant le montant initial de 6 790 €;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué, à signer l'avenant n° 1 avec la société titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 14/02/2012  
Notifiée le :

13/02/2012



**Maître d'ouvrage : Direction Réussite Educative de la Jeunesse et Sports**

**Conduite d'opération : Direction Architecture et Immobilier**

**PROJET D'AVENANT N°1**

**Groupe scolaire Ludwig Van Beethoven (les Grisettes)**

**Marché de Coordination SSI**

**N° 1M 134**

**MAPA 819 / 365 / 11**

1. IDENTIFICATION DU MARCHE.....	3
2. OBJET DE L'AVENANT .....	3
3. PRECISIONS SUR LE PHASAGE DE L'OPERATION .....	3
4. MODIFICATION DELAIS.....	4
5. APPROBATION DE L'ENVELOPPE BUDGETAIRE.....	4
6. AUTRES CLAUSES DU MARCHE – RENONCIATION A RECLAMATION .....	4
7. SIGNATURE DU TITULAIRE.....	4
ANNEXE N°1 : NOUVELLE REPARTITION DES HONORAIRES PAR PHASES .....	5
ANNEXE N°2 : REPARTITION INITIALE DES HONORAIRES.....	6
ANNEXE N°3 : PLANNING.....	7

## 1. Identification du marché

### Maîtrise d'ouvrage :

Ville de Montpellier  
1 place Francis Ponge  
34064 Montpellier Cedex 2

### Titulaire du marché objet du présent avenant :

SSI COOR  
10chaussée Jules Cesar  
95526 CERGY PONTOISE

### Montant initial du marché :

Le montant global du marché s'élève à 6 790 € HT

### Date du marché :

Rendu exécutoire par Décision n° 2011/0123 transmise en Préfecture de l'Hérault le 13/04/2011

## 2. Objet de l'avenant

Le présent avenant n° 1 a pour objet :

1. De préciser le phasage de l'opération,
2. D'ajuster le calendrier prévisionnel d'exécution des études et travaux
3. De repartir les coûts des prestations selon le nouveau phasage.

## 3. Précisions sur le phasage de l'opération

Le quartier de Poutingon connaît aujourd'hui une véritable pression démographique due notamment à la création de la ZAC des Grisettes. Par ailleurs l'école existante a été détruite par un incendie en décembre 2009, obligeant la Ville à héberger provisoirement les élèves dans les locaux de l'école de la ZAC Ovalie.

Par ailleurs, compte tenu de la géométrie du bâtiment et de l'étude économique réalisée, il est plus opportun pour le maître d'ouvrage en terme économique et d'organisation des travaux, de construire d'un seul tenant le clos couvert de l'ensemble du bâtiment principal.

C'est pourquoi le maître d'ouvrage souhaite pouvoir modifier le phasage et le planning de livraison de la façon suivante :

### PHASAGE :

Nouveau phasage	Ancien phasage
Tranche ferme Zone 1	Ex-Tranche ferme Création de 5 classes maternelles et locaux annexes Création d'un 1 <sup>er</sup> restaurant et locaux périscolaires
Tranche ferme Zone 2	Ex-Tranche conditionnelle 1 Création de 5 classes élémentaires et locaux annexes Création d'un 2 <sup>ème</sup> restaurant
	Ex-Tranche conditionnelle 2 Clos et couvert des 3 classes élémentaires
Tranche conditionnelle 1	Ex-Tranche conditionnelle 2 Aménagement de 3 classes élémentaires
Tranche conditionnelle 2	Ex-Tranche conditionnelle 3 Création de 2 classes élémentaires modulaires

#### LIVRAISON :

Nouveau phasage	Consultation	Livraison
Tranche ferme Zone 1	Appel d'offres n°1	Février 2013
Tranche ferme Zone 2		Septembre 2013
Tranche conditionnelle 1		Septembre 2014
Tranche conditionnelle 2	Appel d'offres n°2	Septembre 2015

#### 4. Modification délais

Suite à la réception de l'APD, le planning initial a été modifié comme suit :

Eléments de mission	Date de démarrage Etudes	Délais.	Date de remise de la Phase	Fin délai Validation
<u>APS</u>	02/11/2010	7 semaines	23/12/2010	14/01/2011
<u>APD</u>	17/01/2011	11 semaines	31/03/2011	21/04/2011
<u>PRO 1</u>	22/04/2011	8 semaines	17/06/2011	01/07/2011
<u>DCE ( AO 1)</u>	04/07/2011	3 semaines	22/07/2011	
<u>PRO 2</u>	01/04/ 2014	8 semaines	15/06/2014	
<u>DCE ( AO 2)</u>	01/07/2014	3 semaines	21/07/2014	

Les dates de livraison de chaque tranche sont rappelées dans le chapitre 3 du présent document.

Le nouveau planning chantier détaillé est joint en annexe.

#### 5. Approbation de l'enveloppe budgétaire

L'enveloppe financière affectée aux travaux est maintenue.

#### 6. Autres clauses du marché – renonciation à réclamation

Toutes les clauses du marché restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant et ses annexes lesquelles dispositions prévalent en cas de contradiction.

Toutes les parties renoncent à toute réclamation fondée sur les éléments du présent avenant ou sur le fait même de la modification des engagements des parties par la passation de cet avenant.

#### 7. Signature du titulaire

Le Coordinateur SSI

A

OSNY

Le

21/12/2011

La Personne responsable du marché  
ou le représentant de la collectivité  
ou de l'établissement compétent pour signer le marché

SSICOOR

"Immeuble Le Louisiana"

10 chaussée Jules César

ZA des Beaux Soleils - BP 338

95526 Cergy-Pontoise Cedex

T. : 01 30 31 88 85 - F. : 01 30 31 87 74

Marché

1 M 134

Avenant 1

Page

4

/

7

1183

**ANNEXE n°1 : Nouvelle répartition des honoraires par phases**

<b>PHASE 1</b>		<b>Prix en Euros HT</b>
<b>CONCEPTION DE L'ENSEMBLE DE LA CONSTRUCTION</b>		
Notice SSI sur l'ensemble du projet		665
<b>Réalisation du cahier des charges fonctionnel SSI</b>		
Phase PRO : tranche ferme + tranche conditionnelle 1+ clos et couvert de la tranche conditionnelle 2		910
Phase PRO : Aménagement de la tranche conditionnelle 2		385
<b>PHASE 1 - CONCEPTION DE L'ENSEMBLE DU PROJET</b>		<b>1 960</b>
<b>REALISATION TRANCHE FERME</b>		
Phase Réalisation des travaux		1365
Constitution du Dossier d'identité du SSI		280
<b>REALISATION TRANCHE CONDITIONNELLE 1</b>		
Phase Réalisation des travaux		665
Constitution du Dossier d'identité du SSI		210
<b>PHASE 1 - REALISATION TF et TC1</b>		<b>2520</b>
<b>PHASE 2</b>		<b>Prix en Euros HT</b>
<b>REALISATION TRANCHE CONDITIONNELLE 2</b>		
Phase Réalisation des travaux		915
Constitution du Dossier d'identité du SSI		210
<b>PHASE 2 - REALISATION TC2</b>		<b>1155</b>
<b>CONCEPTION + REALISATION</b>		<b>MONTANT EN EUROS HT</b>
		<b>6 790</b>



## ANNEXE n°2 : Répartition Initiale des honoraires

**MISSIONS DE COORDINATION « SYSTEME SECURITE INCENDIE »  
LORS DE LA CONCEPTION ET LA REALISATION DU GROUPE SCOLAIRE « LES GRISETTES »**

L'ensemble des prestations sera rémunéré par application d'un prix global forfaitaire égal à :

pour la solution de base :

- Montant hors taxe ..... 6790,00 Euros
- TVA (taux de 19,6 %) : ..... 1330,84 Euros
- Montant TTC ..... 8120,84 Euros
- Soit en lettres : huit mille cent vingt euros et quatre-vingt quatre cents TTC

PHASE 1	Prix en Euros HT
<b>CONCEPTION DE L'ENSEMBLE DE LA CONSTRUCTION</b>	
Notice SSI sur l'ensemble du projet	665
<b>Réalisation du cahier des charges fonctionnel SSI</b>	
Phase PRO : tranche ferme + tranche conditionnelle 1+ clos et couvert de la tranche conditionnelle 2	910
Phase PRO : Aménagement de la tranche conditionnelle 2	385
Phase PRO : tranche conditionnelle 3	/
<b>PHASE 1 - CONCEPTION DE L'ENSEMBLE DU PROJET</b>	1460
La tranche ferme et la tranche conditionnelle 1 seront réalisées de manière simultanée.	
<b>REALISATION TRANCHE FERME</b>	
Phase Réalisation des travaux	1365
Constitution du Dossier d'identité du SSI	280
<b>REALISATION TRANCHE CONDITIONNELLE 1</b>	
Phase Réalisation des travaux	665
Constitution du Dossier d'identité du SSI	210
<b>REALISATION TRANCHE CONDITIONNELLE 2 (CLOS ET COUVERT)</b>	
Phase Réalisation des travaux	/
Constitution du Dossier d'identité du SSI	/
<b>PHASE 1 - REALISATION TF + TC1 + clos et couvert TC2</b>	2520
<b>PHASE 2</b>	
<b>REALISATION TRANCHE CONDITIONNELLE 2 (AMENAGEMENT)</b>	
Phase Réalisation des travaux	945
Constitution du Dossier d'identité du SSI	210
<b>PHASE 2 - REALISATION aménagement TC2</b>	1155
<b>REALISATION TRANCHE CONDITIONNELLE 3</b>	
Phase Réalisation des travaux	945
Constitution du Dossier d'identité du SSI	210
<b>PHASE 2 - REALISATION TC3</b>	1155
<b>CONCEPTION + REALISATION</b>	<b>MONTANT EN EUROS HT</b>
	6790

Aucune variante ni option n'est autorisée.

Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre :

- Le ou les actes spéciaux de sous-traitance n°..... annexé(s) à l'acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que l'on envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement. Les noms et les conditions de paiement de ces sous-traitants ainsi que le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque acte spécial de sous-traitance constituent le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

**ANNEXE n°3 : Planning**

**Mission d'étude de faisabilité d'un projet de Cité des  
Métiers à Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2174/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Marc DUFOUR, Adjoint délégué à l'emploi, à l'insertion par l'économie et au développement économique et commercial ;

**Considérant :**

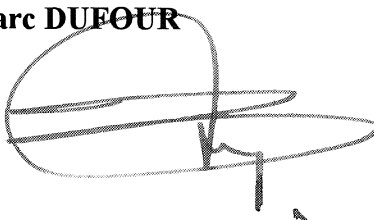
- Qu'il y a lieu de procéder à l'attribution du marché relatif à la mission d'étude de faisabilité d'un projet de Cité des Métiers à Montpellier
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 16 décembre 2011, l'entreprise AMNYOS a présenté l'offre la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise AMNYOS située au 67 avenue du Prado les jardins du Prado 13 006 Marseille pour un montant de 45 900 € HT
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget de la Ville (905209/2031)
- D'autoriser madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché

Montpellier, le 01/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Marc DUFOUR



Publiée le : 02/02/2012  
Notifiée le :

Ville de

Montpellier



Direction de la Culture et  
du Patrimoine  
Administration

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2012/0053

**Théâtre Jean Vilar, saison 2011-2012**  
**Contrat de co-accueil avec la Compagnie Uni'sons et**  
**l'association Montpellier Danse**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville, via le théâtre Jean Vilar, a décidé de co-accueillir, avec Uni'Sons et l'association Montpellier Danse, la compagnie Hors Serie ;
- Que deux représentations de l'œuvre chorégraphique La géographie du danger seront données au théâtre Jean Vilar les 9 et 10 février 2012 ;
- Qu'il convient de formaliser ce co-accueil avec Uni'Sons et Montpellier Danse

**Décide en conséquence :**

- D'approuver le contrat de co-accueil, présenté en annexe, entre la Ville de Montpellier-théâtre Jean Vilar, Uni'Sons et Montpellier Danse ;
- De dire que les 3 partenaires se répartiront les coûts conformément au budget joint en annexe, soit pour la Ville-théâtre Jean Vilar, une prise en charge des coûts d'accueil technique pour un montant de 6 500 € H.T.;
- De dire que les recettes propres du théâtre pour cette manifestation seront mises en commun entre les 3 partenaires sur la base d'une estimation de 1 750 € chacun;
- De dire que la Ville-théâtre Jean Vilar aura ainsi à sa charge 33.33% du résultat de l'organisation des représentations ;
- De dire que les sommes correspondantes seront affectées au budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 07/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 08/02/2012

# MONTPELLIER DANSE

AGORA\_CITÉ INTERNATIONALE DE LA DANSE

direction : Jean-Paul Montanari

## Contrat de co-accueil- saison 2011-2012

Entre les soussignés :

**Pour le Théâtre Jean Vilar , la Ville de Montpellier**

Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65

Email : administration-theatre.jvilar@ville-montpellier.fr

SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 8411Z

Licences d'entrepreneur du spectacle : n°1- 1030066 et n°3- 1027742

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire ci-après désignée par le terme co-organisateur .

## UNI'ONS

Téléphone : 04 67 10 06 79 – Fax : 04 67 40 50 62

siège social : 475 avenue du Comté de Nice – 34080 Montpellier

n° siret : 411 968 647 000 49 code ape : 9499Z

licence d'entrepreneur du spectacle n°3- 34228

représenté par son directeur, Habib DECHRAOUI, co-organisateur d'une part

et

## Montpellier Danse

Téléphone : 04 67 60 86 60 – Fax : 04 67 60 83 06

association déclarée à la préfecture de l'Hérault

siège social : 18 rue Sainte Ursule –CS 39520 – 34961 Montpellier cedex 2,

n° Siret 322 375 882 00055 code ape 9001Z –

licences d'entrepreneur du spectacle n° 2-1041886 et n°3-1041887

représentée par son directeur, Jean-Paul MONTANARI – co-organisateur, d'autre part.

Il est rappelé ce qui suit :

Le Théâtre Jean Vilar, UNI'ONS et Montpellier Danse ont décidé de co-accueillir la Cie Hors Série dans leur saison 2011-2012.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :



### **Article 1 : Objet**

Le Théâtre Jean Vilar, UNI'SONS et Montpellier Danse décident de diffuser un spectacle pour deux représentations données au Théâtre Jean Vilar, de l'œuvre chorégraphique suivante :

La Géographie du Danger - chorégraphe Hamid Ben Mahi -

Jeudi 9 et vendredi 10 février 2012 à 20h - Théâtre Jean Vilar

Les tarifs pratiqués seront ceux pratiqués habituellement par le Théâtre Jean Vilar, UNI'SONS et Montpellier Danse.

La capacité retenue pour ce spectacle au Théâtre Jean Vilar est de 748 places ( 2 fois 374 places). La répartition de la jauge à vendre est faite d'un commun accord entre les parties, le quota retenu pour chacun est de 124 places par représentation, cette répartition pourra être modifiée selon les besoins de chacun.

Le Théâtre Jean Vilar, UNI'SONS et Montpellier Danse assureront la communication, la promotion de leurs abonnements sur leurs programmes respectifs ainsi que la vente des places.

Le Théâtre Jean Vilar, UNI'SONS et Montpellier Danse effectueront chacun la gestion des invitations compagnie, presse et protocole selon le quota respectif de places attribué à chacun.

### **Article 2 : Obligations du Théâtre Jean Vilar**

Le Théâtre Jean Vilar présentera le spectacle dans son programme de saison et le proposera à ses abonnés. Le Théâtre Jean Vilar aura à sa charge les coûts d'accueil technique de la compagnie ainsi que les coûts d'accueil des spectateurs.

Le Théâtre Jean Vilar constituera l'équipe technique et louera le matériel en fonction de la fiche technique de la compagnie.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales de son personnel affecté à ces fonctions.

Le Théâtre Jean Vilar présentera le spectacle dans son programme de saison et le proposera à ses abonnés, mettra en commun ses recettes propres de billetterie avec celles d'UNI'SONS et Montpellier Danse.

Le Théâtre Jean Vilar aura à sa charge 33,33% du résultat de l'organisation des représentations

Le Théâtre Jean Vilar éditera la feuille de salle.

### **Article 3 : Obligations d'UNI'SONS**

UNI'SONS signera le contrat de cession de droits avec la compagnie et en assurera le paiement.

UNI'SONS s'assurera que la compagnie dispose de tous les droits artistiques, notamment chorégraphiques et musicaux. Il prendra en charge les cachets des spectacles, les frais annexes éventuels et les frais d'accueil.

UNI'SONS présentera le spectacle dans son programme de saison et le proposera à ses abonnés, mettra en commun ses recettes propres de billetterie avec celles du Théâtre Jean Vilar et Montpellier Danse.

UNI'SONS aura à sa charge 33,33% du résultat de l'organisation des représentations

### **Article 4 : Obligations de Montpellier Danse**

Montpellier Danse présentera le spectacle dans son programme de saison et le proposera à ses abonnés, mettra en commun ses recettes propres de billetterie avec celles du Théâtre Jean Vilar et d'UNI'SONS.

Montpellier Danse aura à sa charge 33,33% du résultat de l'organisation des représentations

### **Article 5 : Clause financière**

Les parties au contrat ont décidé de partager à 33,33% le résultat de l'organisation des représentations selon la description budgétaire ci-jointe en annexe.

A l'issue des représentations une situation sera établie avec mise en commun de l'ensemble des charges et des recettes de billetterie avec partage du résultat.



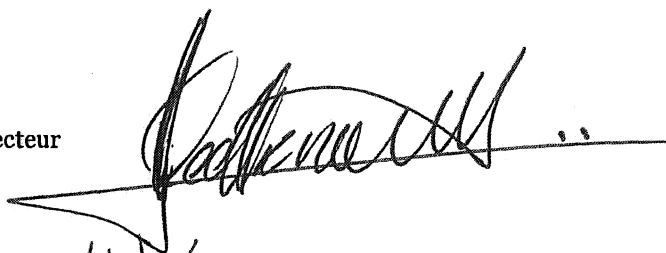
**Article 6 : Compétence juridique**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

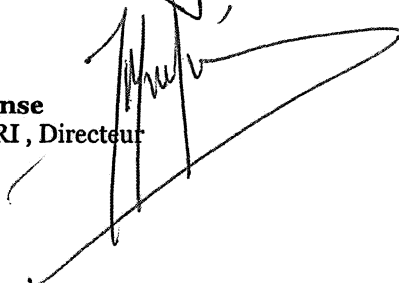
Fait en triple exemplaire à Montpellier le 5 janvier 2012

**pour le Théâtre Jean Vilar , la Ville de Montpellier**  
Hélène MANDROUX, Maire

**pour UNI'SONS**  
Habib DECHRAOUI, Directeur

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Habib DECHRAOUI', written over a horizontal line.

**pour Montpellier Danse**  
Jean-Paul MONTANARI, Directeur

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean-Paul MONTANARI', written over a horizontal line.

SAISON 2011-2012

BUDGET PRÉVISIONNEL Hors Taxes

THEATRE JEAN VILAR/UNT'ONS / MONTPELLIER DANSE

La Géographie du Danger - Cie Hors Série

(détail des recettes et charges relatives au spectacle en montant HT)

9 et 10 février 2012

	à charge d'UNT'ONS	à charge de TJEAN VILAR	à charge de MD	TOTAL
<u>prix de vente du spectacle (3 rep.)</u>	8 200 €			8 200 €
<u>frais annexes</u>				
défraitements repas/hébergement (4 pers X 95,40€ X 4j )	1 526 €			1 526 €
voyages	2 003 €			2 003 €
frais de catering	- €			- €
<u>Accueil</u>		500 €		500 €
<u>Technique</u>		6 000 €		6 000 €
<u>Communication</u> (frais de tirage de la feuille de salle)				- €
<u>Droits d'auteur ( SACD/SACEM)</u>	936 €			936 €
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	12 665 €	6 500 €	- €	19 165 €
Billetterie Théâtre Jean Vilar HT				1 750 €
Billetterie UNT'ONS HT	1 750 €	1 750 €		1 750 €
Billetterie Montpellier Danse HT			1 750 €	1 750 €
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	1 750 €	1 750 €	1 750 €	5 250 €
<b>MARGE</b>	-10 915 €	-4 750 €	1 750 €	-13 915 €
<b>REPARTITION</b>				
THEATRE JEAN VILAR (33.33%)				-4 638 €
UNT'ONS (33.33%)				-4 638 €
MONTPELLIER DANSE (33.33%)				-4 638 €

05/01/12

bdgt Cie Hors Sériexlsx.xlsx

1102



**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour la réalisation d'une étude d'actualisation  
du projet d'aménagement du Pôle Balard (Opération  
Campus)**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Michael Delafosse, adjoint délégué ;
- Vu le code des marchés publics, et notamment son article 28, relatif à la passation de marchés suivant la procédure adaptée ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de réaliser une étude d'actualisation du projet d'aménagement du Pôle Balard, dans le cadre de l'opération Campus, au sein du quartier Hôpitaux-Facultés (Nord de Montpellier) ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 24 janvier 2012, organisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'agence Garcia-Diaz a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 2M47 à l'agence Garcia-Diaz pour un montant de 6 450 € HT ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement dudit marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement 2012.

**Nature :** 20418

**Fonction :** 908241

**Programme :** 10474

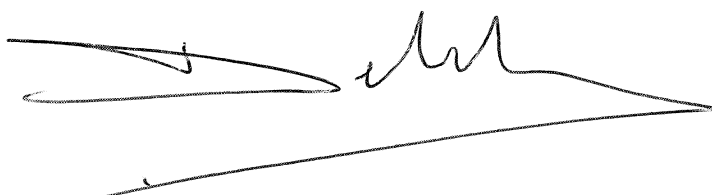
**Ligne :** 19919

Montpellier, le 02/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 03/02/2012

Notifiée le :



**Mission Logement Emploi Insertion  
Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS)  
Clôture de la régie de recettes**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n°2011/0037 du 02/02/2011, relative à la création de la régie de recettes pour l'Agence Immobilière à Vocation Sociale,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 30/01/2012
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**Considérant :**

que le fonctionnement de la régie AIVS ne peut correctement fonctionner de par les dispositions du marché et de la complexité de recouvrement, qui relève du domaine du comptable, il convient de clôturer la régie de recettes de l'AIVS

**Décide en conséquence :**

Article 1 : A compter du 15 février 2012, il est mis fin à la régie de recettes de l'AIVS

Article 2 : Le régisseur devra verser la totalité des pièces justificatives de recettes et d'avances ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de sa sortie de fonction.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 13/02/2012  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Ville de MONTPELLIER c/ Société URBAIN NET**  
**(SARL)**



**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

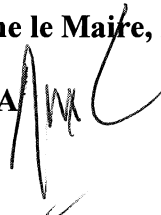
- Que la société URBAIN NET (SARL) a déposé, le 20 janvier 2012, devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER, sous le n° 1200276-4, une requête tendant à voir la commune condamner à lui payer les sommes dues au titre de la non application de la formule de révision de prix dans le cadre du marché de nettoyage des espaces verts fermés et des cimetières conclus en 2002, dont elle était titulaire ;
- Qu'elle demande dans ce cadre le paiement d'intérêts moratoires et la capitalisation de ces intérêts ;
- Qu'elle demande également une indemnisation pour réparation du préjudice subi ;

**Décide en conséquence :**

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature- fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 10/2/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 13/2/2012  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Ville de MONTPELLIER c/ Société URBAIN NET**  
**(SARL)**



**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- Que la société URBAIN NET (SARL) a déposé, le 20 janvier 2012, devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER, sous le n° 1200272-4, une requête tendant à voir la commune condamnée à lui payer les sommes dues au titre de la non application de la formule de révision de prix dans le cadre du marché de nettoyage des cimetières et des sanitaires conclus en 2007, dont elle était titulaire ;
- Qu'elle demande dans ce cadre le paiement d'intérêts moratoires et la capitalisation de ces intérêts ;
- Qu'elle demande également une indemnisation pour réparation du préjudice subi ;

**Décide en conséquence :**

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature- fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le *10/2/2012*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : *13/2/2012*  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée**

**Acquisition d'un logiciel de gestion des subventions  
versées aux associations et partenaires de la Ville**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176, en date du 01/09/2011, donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'acquisition d'un logiciel de gestion des subventions aux associations et partenaires de la Ville ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 29/07/2011, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société ATEXO a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à la société ATEXO, sise 17, boulevard des Capucines, 75002 PARIS, pour un montant de 81 545 € H.T.
- De prélever la dépense sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville, chapitre 900.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatif au marché.

Montpellier, le 13/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le :  
Notifiée le :

**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Modification d'une régie d'avances et de recettes Lieux  
d'Art et d'Histoire**  
**Mise en place d'un fonds de caisse**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 02/02/2012,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**Considérant :**

Que les régies de la Direction de la Culture et du Patrimoine doivent encaisser des recettes issues de la vente de catalogues, cartes postales, affiches, et objets coédités par la Ville de Montpellier, il convient de mettre en place un fonds de caisse.

**Décide en conséquence :**

Article 1 :

Un fond de caisse est institué auprès de la régie d'avances et de recettes « Lieux d'Art et d'Histoire » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP).

Article 2 :

Le montant du fonds de caisse s'élève à 100 €.

Article 3 :

Les autres dispositions restent inchangées.

Article 17 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 / 2 / 2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 23 / 2 / 2012  
Notifiée le :